

bpost clôture son troisième trimestre avec des résultats conforme aux perspectives de l'année

Faits marquants du troisième trimestre 2019

«Le groupe bpost poursuit sa transformation vers un acteur global de logistique d'e-commerce et de paquets tout en restant un opérateur de courrier efficace en Belgique » dit Koen Van Gerven, CEO du groupe bpost

- **Le troisième trimestre de 2019 est conforme aux attentes et aux perspectives pour l'année 2019**
- Les **produits d'exploitation du groupe sont en hausse de +0,9%** comparé à l'année précédente et se chiffrent à 881,5 millions EUR
- **L'EBIT publié du groupe s'élève à 34,3 millions EUR. L'EBIT normalisé atteint 38,3 millions EUR** (marge de 4,3%).
- **Mail & Retail**
 - Le total des produits d'exploitation s'élève à 486,0 millions EUR (-1,6%), sous l'effet de la diminution du volume de courrier, partiellement compensé par la tarification.
 - On note une diminution sous-jacente du volume de courrier, de l'ordre de -7,8%, trouvant principalement son origine du côté du Transactional mail, en raison de la substitution électronique.
 - L'EBIT publié s'élève à 38,5 millions EUR. L'EBIT normalisé se chiffre à 38,4 millions EUR (marge de 7,9%), en baisse de 26,4%, subissant principalement l'impact de la baisse des volumes de courrier et l'évolution des coûts salariaux.
- **Parcels & Logistics Europe & Asie**
 - Le total des produits d'exploitation est en hausse de 6,1% en comparaison avec la même période de l'année dernière, et se chiffre à 198,3 millions EUR, profitant de la hausse de 18,8% de Parcels BeNe et de la croissance organique en e-commerce logistics.
 - bpost continue à évoluer en tant que partenaire opérationnel de choix résultant en une forte hausse du volume de Parcels BeNe de +20,3% grâce à la croissance de l'e-commerce et au bon développement des volumes de la filiale néerlandaise Dynalogic.
 - L'EBIT publié s'élève à 9,7 millions EUR. L'EBIT normalisé atteint 10,4 millions EUR (marge de 5,2%). On relève une solide amélioration de la marge EBIT, grâce à l'arrêt d'activités non rentables et à l'extourne de l'earn-out de DynaGroup à hauteur de 1,7 million EUR.
- **Parcels & Logistics Amérique du Nord**
 - Comme escompté, le total des produits d'exploitation de 241,4 millions EUR (-0,1%) reste impacté par l'attrition des clients de Radial et la révision des prix, compensées par de nouveaux clients et une évolution positive du marché des changes.
 - EBIT publié à -8,6 millions EUR, EBIT normalisé à -5,3 millions EUR (marge de -2,2%), subissant principalement l'impact du développement du chiffre d'affaires conformément aux attentes.
- Jean-Paul Van Avermaet a été nommé aujourd'hui CEO du groupe bpost, succédant à Koen Van Gerven dont le mandat expire le 26 février 2020. Le Conseil d'Administration a également approuvé les nominations internes suivantes qui prendront effet le 1/12/2019. Luc Cloet deviendra Director Mail & Retail et était déjà membre du Comité Exécutif du Groupe. Kathleen Van Beveren rejoindra le Comité Exécutif du Groupe en tant que Director Parcels & Logistics Europe & Asie. Henri de Romrée succédera à Pierre Winand en tant que Directeur de la division Parcels & Logistics Amérique du Nord et était déjà membre du Comité Exécutif du Groupe. Veuillez vous référer à notre communiqué de presse concernant les changements dans l'équipe managériale pour plus de détails.

Déclaration du CEO

Koen Van Gerven, CEO, a commenté comme suit : « *Nous sommes plus que jamais déterminés à déployer notre stratégie afin de rester un fournisseur de courrier efficace, tout en continuant à croître dans le secteur prometteur de l'e-commerce logistics en Europe et Amérique du Nord. Ces résultats*

du troisième trimestre démontrent que nous sommes sur la bonne voie, ils correspondent à nos attentes et nous confortent quant à la réalisation de nos prévisions pour l'année entière. L'évolution positive de Parcels & Logistics Europe & Asie a été soutenue par une forte croissance des volumes de paquets dans nos pays de base, la Belgique et les Pays-Bas, et par une croissance organique en e-commerce logistics. En Amérique du Nord, nous avons poursuivi nos avancées commerciales mais, comme nous nous y attendions, subissons toujours l'impact de l'attrition antérieure des clients et de la révision des tarifs de 2018. Comme prévu, Mail & Retail reste affecté par la substitution électronique et l'évolution des salaires. Nous réalisons des progrès importants dans la concrétisation de notre modèle de distribution alternée, dont la mise en œuvre est prévue pour mars de l'année prochaine. Compte tenu de la baisse structurelle des volumes de courrier, liée à l'évolution des besoins des clients, nous devons adapter notre mode de fonctionnement si nous voulons conserver toute notre pertinence à l'avenir. Nous n'y parviendrons que grâce à l'engagement soutenu de tous nos collaborateurs au quotidien. Je tiens dès lors à les remercier chaleureusement pour leur travail assidu ».

Perspectives pour 2019

L'objectif pour 2019 est de générer pour le groupe un total de **produits d'exploitation stable** par rapport à 2018 ventes de bâtiments incluses, un **EBIT normalisé supérieur à 300,0 millions EUR** et de distribuer un **dividende** équivalent à minimum 85 % des résultats BGAAP 2019 de bpost SA.

Plus spécifiquement, pour nos 4 entités opérationnelles :

Mail & Retail :

- Nous nous attendons à un faible déclin à un chiffre du total des produits d'exploitation.
- Le déclin sous-jacent des volumes du Domestic mail est anticipé jusqu'à -9%, partiellement compensé par une hausse des prix de +4,4% en moyenne.
- La marge EBIT de Mail & Retail devrait s'établir entre 11% et 13%.

Parcels & Logistics Europe & Asie :

- Nous nous attendons à une croissance à un chiffre (milieu de la fourchette) du total des produits d'exploitation.
- La marge EBIT normalisée de la division Parcels & Logistics Europe & Asie est anticipée dans le haut de la fourchette de 6% à 8%.

Parcels & Logistics Amérique du Nord :

- Le total des produits d'exploitation devrait décroître par un pourcentage à un chiffre (bas de la fourchette), ceci étant principalement expliqué par l'impact au sein de Radial de l'attrition des clients en 2018 et de la révision des tarifs.
- Au niveau de l'EBIT normalisé, la division Parcels & Logistics Amérique du Nord devrait être légèrement sous l'équilibre, impacté par un succès commercial de Radial plus important qu'anticipé ce qui a avancé les coûts d'intégration des nouveaux clients de 2020 à cette année.
- Radial est cependant sur la trajectoire de son objectif 2022 tel que présenté au Capital Markets Day.

Corporate :

- L'EBIT normalisé devrait être négatif d'un chiffre absolu « high single-digit », sous l'effet de ventes plus faibles de bâtiments et de coûts plus importants liés à des projets.

Nous anticipons des dépenses en capital brutes **entre 150,0 millions EUR et 185,0 millions EUR**.

Pour plus d'informations:

Saskia Dheedene T. +32 2 276 7643 (IR)
 Stéphanie Voisin T. +32 2 276 2197 (IR)
 Barbara Van Speybroeck T. +32 2 276 3218 (Media)

corporate.bpost.be/investors
investor.relations@bpost.be
barbara.vanspeybroeck@bpost.be

Chiffres clés¹

3e trimestre (millions EUR)					
	Publiés		Normalisés		% Δ
	2018	2019	2018	2019	
Total des produits d'exploitation	873,7	881,5	873,7	880,9	0,8%
Charges d'exploitation (hors amortissements & dépréciations)	794,8	783,0	794,8	783,0	-1,5%
EBITDA	78,9	98,5	78,9	97,9	24,0%
Dépréciations - Amortissements	38,3	64,2	32,2	59,6	
EBIT	40,6	34,3	46,7	38,3	-18,1%
Marge (%)	4,7%	3,9%	5,3%	4,3%	
Résultat avant impôts	39,9	27,1	46,0	31,1	-32,4%
Impôts sur le résultat	12,7	13,8	13,4	14,0	
Résultat net	27,2	13,4	32,6	17,0	-47,7%
Flux de trésorerie disponible	(53,3)	(15,8)	(45,7)	(9,7)	78,7%
Résultat net bopst S.A. (BGAAP)	29,3	18,0	29,3	18,0	-38,5%
Dette nette / (trésorerie nette) au 30 septembre ²	354,1	751,3	354,1	751,3	

Total de l'année en cours (millions EUR)					
	Publiés		Normalisés		% Δ
	2018	2019	2018	2019	
Total des produits d'exploitation	2.718,6	2.724,0	2.718,6	2.723,4	0,2%
Charges d'exploitation (hors amortissements & dépréciations)	2.353,9	2.312,7	2.353,9	2.312,7	-1,8%
EBITDA	364,7	411,3	364,7	410,7	12,6%
Dépréciations - Amortissements	115,1	184,7	97,4	169,1	
EBIT	249,6	226,6	267,3	241,6	-9,6%
Marge (%)	9,2%	8,3%	9,8%	8,9%	
Résultat avant impôts	240,5	201,3	258,3	216,3	-16,2%

¹ Chiffres normalisés non audités.

² L'impact initial de l'application d'IFRS 16 a conduit à une augmentation de la dette nette de 428,4 millions EUR.

Impôts sur le résultat	81,5	74,4	83,2	75,6	
Résultat net	159,1	126,9	175,1	140,7	-19,6%
Flux de trésorerie disponible	19,4	174,9	45,6	204,2	-
Résultat net bopst S.A. (BGAAP)	184,2	118,2	184,2	118,2	-35,8%
Dette nette / (trésorerie nette) au 30 septembre²	354,1	751,3	354,1	751,3	

Aperçu des résultats du groupe

Troisième trimestre 2019

Par rapport à l'année précédente, le **total des produits d'exploitation externes** a augmenté de 7,8 millions EUR, pour passer à 881,5 millions EUR, ou de 7,2 millions EUR hors gain normalisé sur la vente d'Alvadis. Cette augmentation a été principalement facilitée par Parcels & Logistics Europe & Asie (+18,9 millions EUR, surtout via la croissance organique de 20,3% du volume de Parcels BeNe et l'évolution favorable d'une contrepartie conditionnelle de +1,7 million EUR), ainsi que par une légère augmentation de Parcels & Logistics Amérique du Nord (+1,3 million EUR, portée par le taux de change favorable). Ces effets ont été partiellement compensés par la baisse du volume du Domestic Mail (-12,0 millions EUR pour Mail & Retail) et par des revenus moindres issus de l'entité Corporate (-0,5 million EUR).

Les charges d'exploitation, incluant les amortissements et dépréciations normalisés, ont augmenté de 15,6 millions EUR, de sorte que l'**EBIT normalisé** a diminué de 8,4 millions EUR par rapport à l'année précédente.

La première application de la norme IFRS 16 a eu un impact positif de 27,5 millions EUR sur l'**EBITDA** par rapport à l'année dernière.

Les **résultats financiers nets** ont baissé de 6,3 millions EUR, principalement en raison de la hausse des charges financières hors trésorerie liées aux avantages du personnel IAS 19, induite par la diminution des taux d'actualisation et la première application de la norme IFRS 16.

Les **impôts sur le résultat normalisés** ont légèrement augmenté de 0,7 million EUR par rapport à l'année dernière.

Le **résultat net normalisé IFRS du groupe** s'est élevé à 17,0 millions EUR. Le **bénéfice net selon les normes belges GAAP** de la société mère s'est établi à 18,0 millions EUR.

Neuf premiers mois de 2019

Par rapport à l'année précédente, le **total des produits d'exploitation externes** a quelque peu augmenté, de 5,4 millions EUR, pour passer à 2.724,0 millions EUR, ou de 4,8 millions EUR hors gain normalisé sur la vente d'Alvadis. Cette hausse est essentiellement le fait de Parcels & Logistics Europe & Asie (+44,9 millions EUR, principalement sous l'effet de la croissance de volume organique de Parcels BeNe) et de Corporate (+18,5 millions EUR), à la suite de la vente du bâtiment Centre Monnaie. Ces effets ont été presque totalement contrebalancés par la baisse de volume du Domestic Mail (-35,4 millions EUR de diminution totale pour Mail & Retail) et le recul attendu de Parcels & Logistics Amérique du Nord (-22,6 millions EUR).

Les charges d'exploitation, incluant les amortissements et dépréciations normalisés, ont augmenté de 30,5 millions EUR, sous l'effet principalement de l'extourne d'une provision de l'année dernière (-14,9 millions EUR) pour Corporate. L'augmentation des revenus ayant été dépassée par la hausse des coûts, l'**EBIT normalisé** a diminué de 25,7 millions EUR, ou 9,6% par rapport à l'année dernière.

La première application de la norme IFRS 16 a eu un impact positif de 77,7 millions EUR sur l'**EBITDA** par rapport à l'année précédente.

Les **résultats financiers nets** ont baissé de 19,0 millions EUR, principalement en raison de la hausse des charges financières hors trésorerie liées aux avantages du personnel IAS 19, induite par la diminution des taux d'actualisation, les intérêts sur les emprunts et obligations et la première application de la norme IFRS 16.

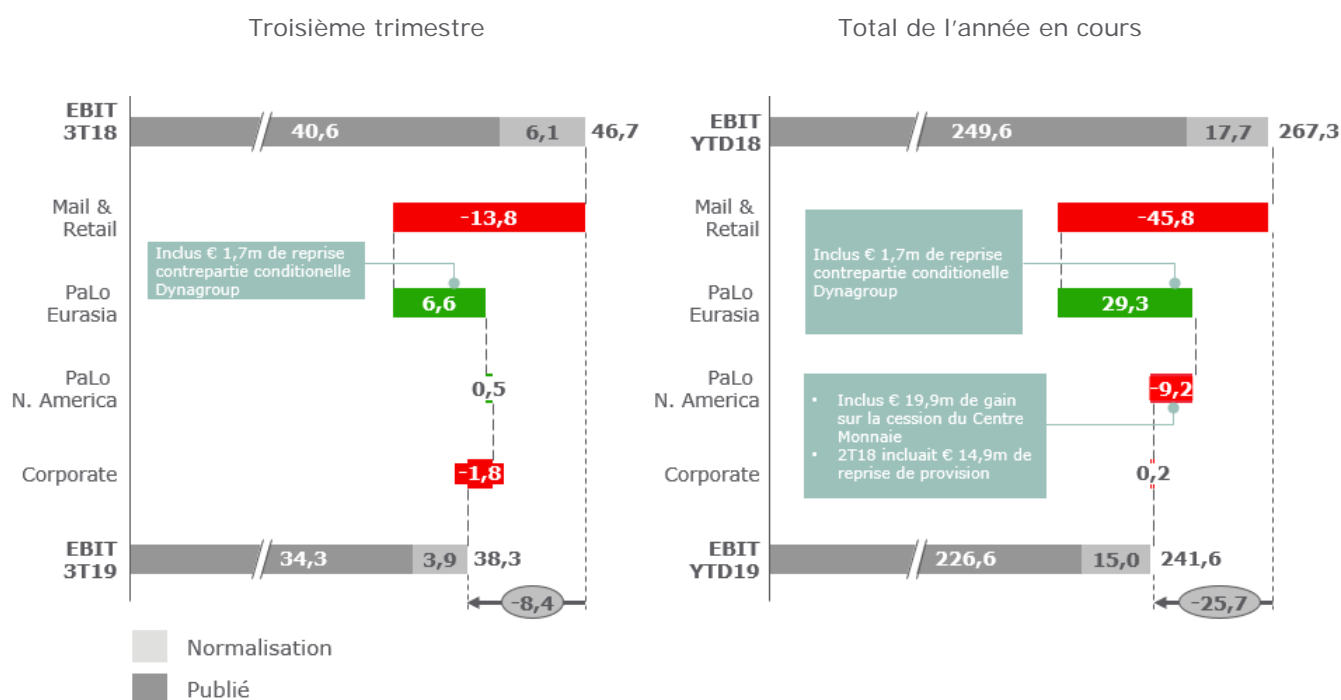
Les dépenses liées aux **impôts normalisés sur le résultat** sont inférieures de 7,6 millions EUR à celles de l'année dernière, en raison surtout du moindre bénéfice avant impôt.

Le **résultat net normalisé IFRS du groupe** s'est élevé à 140,7 millions EUR. Le **bénéfice net selon les normes belges GAAP** de la société-mère s'est établi à 118,2 millions EUR.

La contribution normalisée des différentes entités opérationnelles pour 2019 s'élève à :

En millions EUR (Normalisé)	YTD19			3T19		
	Total des produits d'exploitation	EBIT	Marge (%)	Total des produits d'exploitation	EBIT	Marge (%)
Mail & Retail	1.534,3	205,9	13,4%	485,4	38,4	7,9%
Parcels & Logistics Europe & Asie	596,5	51,9	8,7%	198,3	10,4	5,2%
Parcels & Logistics Amérique du Nord	708,9	(13,7)	-1,9%	241,4	(5,3)	-2,2%
Corporate	291,8	(2,5)	-0,9%	90,8	(5,2)	-5,7%
Eliminations	(408,2)			(134,9)		
Groupe	2.723,4	241,6	8,9%	880,9	38,3	4,3%

L'évolution de la contribution de l'EBIT pour les différentes entités opérationnelles se présente comme ci-dessous :



Performance par entité opérationnelle: Mail & Retail

Mail & Retail En millions EUR	Total de l'année en cours			3e trimestre		
	2018	2019	% Δ	2018	2019	% Δ
Produits d'exploitation externes	1.445,7	1.410,3	-2,4%	456,5	444,5	-2,6%
Transactional mail	571,3	551,7	-3,4%	172,7	169,0	-2,2%
Advertising mail	178,6	171,9	-3,7%	55,1	50,8	-7,7%
Press	261,2	255,7	-2,1%	84,0	81,3	-3,2%
Proximity and convenience retail network	356,8	352,7	-1,1%	119,0	117,4	-1,3%
Value added services	77,8	78,3	0,6%	25,7	25,9	0,9%
Produits d'exploitation intersegments	116,1	124,6	7,4%	37,4	41,6	11,2%
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1.561,8	1.534,9	-1,7%	493,8	486,0	-1,6%
Charges d'exploitation	1.279,4	1.267,8	-0,9%	431,7	426,9	-1,1%
EBITDA	282,3	267,1	-5,4%	62,2	59,1	-4,9%
Dépréciations - Amortissements	32,6	63,0	92,9%	10,6	20,7	94,3%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT publié)	249,7	204,2	-18,2%	51,5	38,5	-25,4%
Marge (%)	16,0%	13,3%		10,4%	7,9%	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT Normalisé)	251,6	205,9	-18,2%	52,2	38,4	-26,4%
Marge (%)	16,1%	13,4%		10,6%	7,9%	
Dépenses en capital (CAPEX)	24,4	19,3	-21%	7,8	9,3	19%
FTE & intérimaires moyens	22.102	22.329	1,0%	22.741	23.070	1,4%

Troisième trimestre 2019

Au troisième trimestre de 2019, le **produit d'exploitation externe** atteint 444,5 millions EUR et subit ainsi une baisse de 12,0 millions EUR, soit 2,6% par rapport à la même période en 2018.

Les revenus du **Domestic Mail** (c.-à-d. Transactional mail, Advertising mail et Press combinés) ont diminué de 10,6 millions EUR pour s'établir à 301,2 millions EUR. La baisse sous-jacente du volume³ a atteint -7,8%. Le Transactional mail a enregistré une baisse sous-jacente de volume de l'ordre de -9,2%, suivant ainsi la tendance des trimestres précédents: la poursuite de la substitution électronique par les grands expéditeurs et les PME, ainsi que la numérisation de la communication C2B via les applications pour smartphone. L'Advertising mail a connu une baisse sous-jacente du volume³ de -6,5% pour le trimestre, ce qui s'explique par l'évolution positive du non adressé, à la suite des efforts de vente dédiés et des effets de phasage entre trimestres, lesquels ont eu un impact négatif sur le direct mail au troisième trimestre. Le volume de Press³ a diminué sur une base sous-jacente de -3,4%, en raison d'une base de comparaison plus facile. On constate partout que la tendance à la substitution électronique se poursuit.

La baisse du volume total de Domestic mail a affecté les revenus à concurrence de -20,4 millions EUR, les élections du 3^e trimestre de 2018 à concurrence de -2,1 millions EUR. Ces diminutions n'ont été que partiellement compensées par l'amélioration nette des prix et du mix, pour un montant de 10,7 millions EUR, et l'impact des jours ouvrables (1,2 million EUR).

³ Le nouveau périmètre au 1^{er} janvier 2019, basé sur la structure en business units, inclut les revenus d'Ubiway générés par la distribution de la presse, mais ne tient pas compte des activités sortantes. Le produit d'exploitation de 2018 a été retraité, mais tous les KPI comparables de 2018 (trimestriels et YTD) ne sont pas disponibles.

Mail & Retail	Total de l'année en cours	3e trimestre
Évolution sous-jacente des volumes Mail	2019	2019
Domestic mail	-8,8%	-7,8%
Transactional mail	-9,9%	-9,2%
Advertising mail	-6,6%	-6,5%
Press	-6,7%	-3,4%

Proximity and convenience retail network affiche une légère baisse de 1,6 million EUR et s'établit à 117,4 millions EUR. Cette diminution découle essentiellement de la déconsolidation d'Alvadis (-1,8 million EUR) en septembre 2019.

Les **Value added services** ont atteint le montant de 25,9 millions EUR, en légère hausse de 0,2 million EUR par rapport à l'exercice précédent due à la gestion des amendes. Hausse qui est en partie compensée par la baisse des produits générés par les autres solutions.

En raison de la **première application de la norme IFRS 16**, les loyers et charges locatives ont diminué de 10,5 millions EUR et les amortissements et dépréciations ont augmenté de 10,2 millions EUR.

L'**EBIT publié** s'est élevé à 38,5 millions EUR, avec une marge de 7,9%, et a affiché une baisse de 13,1 millions EUR par rapport à la même période en 2018. L'**EBIT normalisé** s'est élevé à 38,4 millions EUR, avec une marge de 7,9%, et a affiché une baisse de 13,8 millions EUR par rapport à l'année précédente. La diminution de l'EBIT publié a découlé principalement de la baisse du total des produits d'exploitation (-7,8 millions EUR) et d'une hausse des charges d'exploitation totales (dépréciations et amortissements inclus, -5,3 millions EUR). L'augmentation des charges d'exploitation totales (dépréciations et amortissements inclus) a essentiellement résulté de charges du personnel plus élevées à la suite de la CCT 2019-2020 et de l'indexation des salaires, malgré une évolution favorable du mix ETP. La déconsolidation d'Alvadis a exercé un impact neutre sur l'EBIT.

Neuf premiers mois de 2019

Le **produit d'exploitation externe** a diminué de 35,4 millions EUR, soit 2,4%, passant de 1.445,7 millions EUR en 2018 à 1.410,3 millions EUR pour la même période en 2019.

Les revenus du **Domestic mail** (c.-à-d. Transactional mail, Advertising mail et Press combinés) se sont chiffrés à 979,3 millions EUR en 2019, soit une diminution organique de 31,8 millions EUR par rapport à l'an dernier, en raison d'une baisse sous-jacente du volume de 77,2 millions EUR (-8,8%) et de l'impact des jours ouvrables (-0,4 million EUR), qu'ont compensés partiellement l'impact des élections (+1,6 million EUR) et une amélioration du mix/prix de +44,3 millions EUR, due à la hausse des prix au niveau du panier des petits utilisateurs sur 9 mois à partir du 1^{er} janvier 2019, contre 7 mois lors des 9 premiers mois de 2018 avec une hausse des prix à compter du 1^{er} mars 2018.

Proximity and convenience retail network et les **Value added services** s'élèvent conjointement à 431,0 millions EUR, soit une diminution de 3,6 millions EUR, ce qui s'explique principalement par les revenus inférieurs des activités bancaires et financières en raison de commissions moindres versées par bpost banque sur les comptes d'épargne et les comptes courants, vu les faibles taux d'intérêt et la diminution des revenus de bpost liés au commerce de détail et la déconsolidation d'Alvadis, partiellement compensées par l'augmentation des revenus d'Ubiway Retail.

En raison de la **première application de la norme IFRS 16**, les loyers et charges locatives ont diminué de 31,5 millions EUR et les amortissements et dépréciations ont augmenté de 30,1 millions EUR.

L'**EBIT publié** et l'**EBIT normalisé** ont affiché une diminution de respectivement 45,5 millions EUR et 45,8 millions EUR. La diminution de l'EBIT publié est due à la baisse du résultat d'exploitation total (-26,8 millions EUR) et à une augmentation nette des charges d'exploitation (dépréciations et amortissements inclus, -18,7 millions EUR), découlant principalement d'une hausse des charges de personnel et des frais d'intérim.

Performance par entité opérationnelle: Parcels & Logistics Europe & Asie

Parcels & Logistics Europe & Asie En millions EUR	Total de l'année en cours			3e trimestre		
	2018	2019	% Δ	2018	2019	% Δ
Produits d'exploitation externes	538,3	583,3	8,3%	176,1	195,1	10,8%
Parcels BeNe	239,6	272,8	13,9%	79,4	94,4	18,8%
E-commerce logistics	87,4	92,5	5,8%	28,7	32,3	12,4%
Cross-border	211,3	218,0	3,2%	67,9	68,4	0,7%
Produits d'exploitation intersegments	21,6	13,2	-38,7%	10,7	3,2	-69,8%
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	559,9	596,5	6,5%	186,8	198,3	6,1%
Charges d'exploitation	530,6	531,9	0,2%	180,8	183,5	1,5%
EBITDA	29,4	64,7	-	6,0	14,8	-
Dépréciations - Amortissements	12,1	16,3	35,1%	4,7	5,1	9,3%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT publié)	17,3	48,3	-	1,3	9,7	-
Marge (%)	3,1%	8,1%		0,7%	4,9%	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT normalisé)	22,7	51,9	-	3,7	10,4	-
Marge (%)	4,1%	8,7%		2,0%	5,2%	
Dépenses en capital (CAPEX)	3,3	8,8	-	1,4	3,1	-
FTE & intérimaires moyens	3.012	3.171	5,3%	3.170	3.230	1,9%

Troisième trimestre 2019

Les **produits d'exploitation externes**, qui atteint 195,1 millions EUR au troisième trimestre de 2019, connaît une augmentation de 18,9 millions EUR, soit 10,8% par rapport à la même période en 2018.

Parcels BeNe a affiché une hausse de 14,9 millions EUR passant à 94,4 millions EUR, grâce à la croissance organique constante des volumes⁴ de paquets à hauteur de 20,3% (l'ancien poste Domestic Parcels combiné aux volumes DynaLogic). Cette augmentation est due à l'e-commerce, à l'évolution positive des volumes chez Dynalogic et à l'effet positif de l'extourne de la contrepartie conditionnelle de DynaLogic (+1,7 million EUR). Les hausses de prix ont été plus que compensées par l'effet mix, ce qui a conduit à un prix/mix produits négatif, totalement dû au mix.

Parcels & Logistics Europe & Asie	Total de l'année en cours 2019	3e trimestre 2019
Croissance volumes Parcels BeNe	18.3%	20.3%

L'e-commerce logistics a atteint 32,3 millions EUR au troisième trimestre de 2019, soit une augmentation de 3,6 millions EUR par rapport à la même période de 2018, principalement en raison de la croissance organique d'Active Ants et de Radial Europe, qui gagnent de nouveaux clients.

⁴ Nouveau périmètre au 1^{er} janvier 2019, basé sur la structure des entités opérationnelles. Les volumes Parcels BeNe incluent les anciens volumes de Domestic parcels et DynaLogic. Le produit d'exploitation de 2018 a été retraité, mais tous les KPI comparables de 2018 (trimestriels et YTD) ne sont pas disponibles.

Le **Cross-border** a augmenté de 0,5 million EUR, pour s'établir à 68,4 millions EUR, sous l'effet de revenus inbound supérieurs (meilleur mix/prix), de volumes de ventes supérieurs au Royaume-Uni, le tout compensé par des revenus moindres en provenance d'Asie et du reste de l'Europe.

En raison de la **première application de la norme IFRS 16**, les loyers et charges locatives ont diminué de 2,2 millions EUR et les amortissements et dépréciations normalisés ont augmenté de 2,1 millions EUR.

L'**EBIT publié**, qui atteint 9,7 millions EUR au troisième trimestre de 2019, a grimpé de 8,3 millions EUR par rapport à la même période en 2018. L'**EBIT normalisé** s'est élevé au premier trimestre de 2019 à 10,4 millions EUR, affichant une hausse de 6,6 millions EUR par rapport à la même période en 2018. L'augmentation de l'EBIT publié est principalement due à un produit d'exploitation total supérieur (+11,5 millions EUR, incluant l'évolution positive de la contrepartie conditionnelle pour DynaGroup de +1,7 million EUR) et est quelque peu compensée par un total de charges d'exploitation plus élevé (dépréciations et amortissements inclus, -3,1 millions EUR). Les charges d'exploitation ont nettement moins augmenté que le produit d'exploitation, en raison de l'arrêt d'activités non rentables et d'une baisse des coûts du transport, en partie liée au mix Cross-border.

Neuf premiers mois de l'année 2019

Les **produits d'exploitation externes** ont augmenté de 44,9 millions EUR, soit 8,3%, passant de 538,3 millions EUR en 2018 à 583,3 millions EUR pour la même période en 2019.

Parcels BeNe atteint le montant de 272,8 millions EUR en 2019, soit une augmentation de 33,2 millions EUR par rapport à l'an dernier. Cette hausse s'explique principalement par une croissance organique du volume de paquets à concurrence de 18,3%, l'effet positif de l'extourne de la contrepartie conditionnelle pour DynaLogic (+1,7 million EUR) et l'évolution positive des volumes de DynaLogic.

L'**e-commerce logistics** a atteint 92,5 millions EUR, soit une augmentation de 5,1 millions EUR, sous l'effet surtout de l'intégration d'Active Ants à compter du 1^{er} avril 2018, ainsi que de la croissance organique d'Active Ants, que compense partiellement la baisse des revenus de DynaFix.

Le **Cross-border** a augmenté de 6,7 millions EUR, pour s'élever à 218,0 millions EUR. Cette croissance s'explique principalement par des ventes supplémentaires au Royaume-Uni et par le phasage des règlements sur les frais terminaux, partiellement compensés par la baisse des revenus des paquets en provenance du reste de l'Europe.

En raison de la **première application de la norme IFRS 16**, les loyers et charges locatives ont diminué de 6,4 millions EUR et les amortissements et dépréciations ont augmenté de 6,2 millions EUR.

L'**EBIT publié** et l'**EBIT normalisé** ont affiché une augmentation de respectivement 31,0 et 29,2 millions EUR. L'augmentation de l'EBIT publié s'explique surtout par la hausse du produit d'exploitation total (+36,6 millions EUR, incluant l'évolution favorable liée aux contreparties conditionnelles), partiellement contrebalancée par la hausse restreinte des charges d'exploitation (-5,5 millions EUR, D&A inclus) en raison du levier opérationnel, de l'arrêt d'activités non rentables, du phasage des règlements de frais terminaux exerçant un impact positif sur les frais de transport et enfin d'un phasage de coûts vers le quatrième trimestre de 2019.

Performance de l'entité opérationnelle: Parcels & Logistics Amérique du Nord

Parcels & Logistics Amérique du Nord En millions EUR	Total de l'année en cours			3e trimestre		
	2018	2019	% Δ	2018	2019	% Δ
Produits d'exploitation externes	727,6	705,0	-3,1%	238,5	239,9	0,6%
E-commerce logistics	663,8	638,6	-3,8%	217,1	218,4	0,6%
International mail	63,8	66,4	4,2%	21,4	21,4	-0,1%
Produits d'exploitation intersegments	6,0	4,0	-34,1%	3,1	1,5	-51,5%
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	733,6	708,9	-3,4%	241,7	241,4	-0,1%
Charges d'exploitation	712,4	678,9	-4,7%	239,1	229,7	-3,9%
EBITDA	21,3	30,1	41,4%	2,5	11,6	362,8%
Dépréciations - Amortissements	36,0	53,5	48,5%	11,3	20,2	78,4%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT publié)	(14,7)	(23,4)	-	(8,8)	(8,6)	-
Marge (%)	-2,0%	-3,3%		-3,7%	-3,6%	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT normalisé)	(4,4)	(13,7)	-	(5,8)	(5,3)	-
Marge (%)	-0,6%	-1,9%		-2,4%	-2,2%	
Dépenses en capital (CAPEX)	16,4	35,3	-	6,8	22,7	-
FTE & intérimaires moyens	8.134	7.131	-12,3%	7.946	7.059	-11,2%

Troisième trimestre 2019

Les **produits d'exploitation externes** ont atteint 239,9 millions EUR au troisième trimestre de 2019, subissant une légère baisse de 1,3 million EUR, sous l'effet de la hausse de l'USD (-3,8% à taux de change constant⁵) par rapport à la même période en 2018.

L'**e-commerce logistics** a légèrement augmenté, de 1,3 million EUR pour se chiffrer à 218,4 millions EUR (-3,7% à taux de change constant). Si l'on ne tient pas compte de l'évolution favorable de l'USD, le résultat d'exploitation a diminué - comme attendu - les nouveaux clients n'ayant pas compensé l'attrition des clients sur toute l'année 2018 et de la révision des prix chez Radial North America.

Radial Amérique du Nord (*) En millions USD (Normalisé)	Total de l'année en cours		3e trimestre	
	2018	2019	2018	2019
Total des produits d'exploitation	655,4	581,7	207,9	195,3
EBITDA	8,9	10,5	(2,0)	5,1
Résultat d'exploitation (EBIT)	(24,1)	(31,3)	(15,2)	(11,2)

(*) Performance de l'entité opérationnelle des entités Radial détenues par bpost North America Holdings Inc exprimée en USD

Les résultats d'**International mail** sont conformes à ceux de l'exercice précédent, à 21,4 millions EUR.

⁵ Taux de change constant : les chiffres, publiés en devise locale, de la période comparable précédente sont convertis en recourant aux taux de change appliqués pour la période actuelle publiée.

En raison de la **première application de la norme IFRS 16**, les loyers et charges locatives ont diminué de 7,7 millions EUR, les amortissements et dépréciations normalisés augmentant pour leur part de 8,1 millions EUR.

L'**EBIT publié** s'est élevé au troisième trimestre de 2019 à -8,6 millions EUR, avec une marge de -3,6%, ce qui représente une légère augmentation de +0,2 million EUR par rapport à la même période en 2018. L'**EBIT normalisé** s'est élevé au troisième trimestre de 2019 à -5,3 millions EUR, affichant une hausse de 0,5 million EUR par rapport à la même période en 2018. La légère hausse de l'EBIT publié malgré la hausse de l'USD (-5,4% à taux de change constant) est principalement due à des charges d'exploitation inférieures (dépréciations et amortissements inclus, +0,5 million EUR), partiellement compensée par la baisse du produit d'exploitation total (-0,3 million EUR). La diminution des dépenses est principalement attribuable à l'amélioration à hauteur de 9% de la productivité de la main-d'œuvre au niveau du fulfilment, à la baisse de la masse salariale et des frais médicaux et à une diminution des refacturations au niveau des Paiements, Taxes et Fraudes (PT&F).

Neuf premiers mois de l'année 2019

Les **produits d'exploitation externe** ont diminué de 22,6 millions EUR, soit 3,1% (-8,7% à taux de change constant), passant de 727,6 millions EUR en 2018 à 705,0 millions EUR pour la même période de 2019.

L'**e-commerce logistics** s'est chiffré à 638,6 millions EUR en 2019, soit une diminution de 25,3 millions EUR par rapport à l'an dernier, principalement en raison du recul des revenus de Radial North America, suite à la continuation de l'impact de l'attrition des clients et de la révision des prix sur l'exercice 2018.

International mail a atteint 66,4 millions EUR, soit une augmentation de 2,7 millions EUR, principalement en raison du timing de l'acquisition d'IMEX et M.A.I.L. en janvier 2018.

En raison de la **première application de la norme IFRS 16**, les loyers et charges locatives ont diminué de 21,5 millions EUR et les amortissements et dépréciations ont augmenté de 21,0 millions EUR.

L'**EBIT publié** et l'**EBIT normalisé** ont enregistré une diminution de respectivement 8,7 millions EUR et 9,2 millions EUR, en raison de la baisse du produit d'exploitation total (-24,7 millions EUR), partiellement compensée par la diminution nette des charges d'exploitation publiées totales (amortissements et dépréciations inclus, +16,0 millions EUR, sur une base rapportée).

Performance de l'entité opérationnelle: Corporate

Corporate En millions EUR	Total de l'année en cours			3e trimestre		
	2018	2019	% Δ	2018	2019	% Δ
Produits d'exploitation externes	7,0	25,4	265,7%	2,7	2,2	-18,1%
Produits d'exploitation intersegments	270,5	266,4	-1,5%	85,9	88,6	3,2%
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	277,5	291,8	5,2%	88,5	90,8	2,6%
Charges d'exploitation	245,8	242,3	-1,4%	80,2	77,8	-3,1%
EBITDA	31,7	49,5	56,1%	8,3	13,0	57,5%
Dépreciations - Amortissements	34,4	52,0	51,3%	11,7	18,2	55,9%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT publié)	(2,7)	(2,5)	-	(3,4)	(5,2)	-
Marge (%)	-1,0%	-0,9%		-3,8%	-5,7%	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT normalisé)	(2,7)	(2,5)	-	(3,4)	(5,2)	-
Marge (%)	-1,0%	-0,9%		-3,8%	-5,7%	
Dépenses en capital (CAPEX)	22,2	25,6	15%	10,8	12,4	15%
FTE & intérim moyens	1.732	1.628	-6,0%	1.666	1.617	-2,9%

Troisième trimestre 2019

Au troisième trimestre de 2019, les **produits d'exploitation externes** ont légèrement baissé, de 0,5 million EUR, pour s'établir à 2,2 millions EUR.

En raison de la **première application de la norme IFRS 16**, les loyers et charges locatives ont diminué de 7,2 millions EUR et les amortissements et dépréciations normalisés ont augmenté de 7,4 millions EUR.

L'**EBIT publié** et l'**EBIT normalisé** ont connu une diminution de 1,8 million EUR en raison d'une augmentation des coûts liés à des projets.

Neuf premiers mois de l'année 2019

Les **produits d'exploitation externes** ont augmenté de 18,5 millions EUR par rapport à l'an dernier, grâce à la vente du bâtiment Centre Monnaie, pour laquelle le bénéfice s'est élevé à 19,9 millions EUR.

En raison de la **première application de la norme IFRS 16**, les loyers et charges locatives ont diminué de 20,2 millions EUR et les amortissements et dépréciations normalisés ont augmenté de 20,4 millions EUR.

Le gain réalisé sur la vente du Centre Monnaie a été surtout contrebalancé par l'extourne d'une provision de l'année dernière (-14,9 millions EUR). L'**EBIT publié** et l'**EBIT normalisé** ont par conséquent augmenté de 0,2 million EUR.

Flux de trésorerie

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e trimestre	
	2018	2019	2018	2019
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles	138,1	206,7	(30,2)	31,8
Flux de trésorerie des activités d'investissement	(118,7)	(31,8)	(23,1)	(47,5)
Flux de trésorerie net des activités de financement	49,6	(151,7)	106,4	(46,8)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	69,0	23,2	53,1	(62,5)
Flux de trésorerie disponible	19,4	174,9	(53,3)	(15,8)

Troisième trimestre 2019

Au troisième trimestre de 2019, le flux net de trésorerie a diminué de 115,6 millions EUR par rapport à la même période l'an dernier, pour s'établir à -62,5 millions EUR.

Le **flux de trésorerie disponible** a atteint -15,8 millions EUR, soit 37,5 millions EUR de plus que l'année dernière.

Le **flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation** a augmenté de 61,9 millions EUR, pour s'établir à 31,8 millions EUR, l'impact de la première application de la norme IFRS 16 s'élevant à +37,7 millions EUR. Les moindres versements anticipés d'impôts (+44,0 millions EUR) s'expliquant par une réduction du bénéfice avant impôts et le timing des paiements anticipés ont contribué à cette augmentation, partiellement compensée par des résultats opérationnels inférieurs.

Les **activités d'investissement** ont résulté en une sortie de liquidités de 47,5 millions EUR au troisième trimestre de 2019, comparée aux 23,1 millions EUR de sortie de liquidités pour la même période l'an dernier. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des sorties de liquidités liées aux acquisitions de filiales et aux contreparties conditionnelles (-7,3 millions EUR) et par des dépenses en capital plus élevées (-20,7 millions EUR, principalement des investissements dans de nouveaux centres de fulfilment chez Parcels & Logistics Amérique du Nord), partiellement compensée par les liquidités reçues dans le cadre de la vente d'Alvadis (+5,9 millions EUR).

En 2019, les sorties de liquidités liées aux **activités de financement** se sont élevées à -46,8 millions EUR, principalement liées aux paiements de dettes de leasing (dont 37,7 millions EUR résultant de l'application de la norme IFRS 16) et des intérêts sur l'emprunt obligataire (8,1 millions EUR).

Neuf premiers mois de l'année 2019

Lors des neuf premiers mois de 2019, le flux net de trésorerie a diminué de 45,8 millions EUR par rapport à la même période l'an dernier, pour s'établir à 23,2 millions EUR.

Le **flux de trésorerie disponible** a atteint 174,9 millions EUR, soit 155,4 millions EUR de plus que l'année dernière.

Le **flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation** a augmenté de 68,6 millions EUR par rapport à la même période l'année dernière pour atteindre 206,7 millions EUR. Cette augmentation est principalement due à l'impact de la première application d'IFRS 16 s'élevant à 86,8 millions EUR et aux moindres versements anticipés d'impôts (+53,0 millions EUR), partiellement compensée par des résultats opérationnels inférieurs.

Les **activités d'investissement** ont généré une sortie de liquidités de 31,8 millions EUR pour les neuf premiers mois de 2019, à comparer aux 118,7 millions EUR de sortie de trésorerie pour la même période l'an dernier. Cette évolution s'explique principalement par des sorties de liquidités moindres

liées à l'acquisition de filiales (+53,5 millions EUR), les principaux investissements ayant eu lieu au premier semestre de 2018, par des produits supérieurs sur la vente de bâtiments (+50,0 millions EUR découlant principalement de la vente du bâtiment Centre Monnaie au premier semestre de 2019) et par la vente d'Alvadis (+5,9 millions EUR), le tout étant partiellement compensé par des dépenses en capital accrues (-22,6 millions EUR).

Les sorties de trésorerie liées aux **activités de financement** ont atteint un montant de 151,7 millions EUR, comparée à 49,6 millions EUR l'an dernier. Cette baisse est principalement liée aux paiements des dettes de leasing résultant de l'application de la norme IFRS 16 pour un montant de 86,8 millions EUR.

Principaux événements du troisième trimestre

Le 19 août 2019, Koen Van Gerven a décidé de ne pas être candidat à un nouveau mandat d'Administrateur délégué du groupe bpost

Koen Van Gerven, administrateur délégué du groupe bpost, a informé le Conseil d'administration de sa décision de ne pas briguer de prolongation de son mandat en tant que CEO du groupe. Son mandat actuel prendra fin le 26 février 2020. Koen Van Gerven a rejoint bpost en 2006 en tant que Directeur Retail & Financial Services. Il a été président du Conseil d'administration de bpost banque avant d'être désigné CIO en 2009. De plus, il a collaboré à l'introduction en bourse réussie de l'entreprise en juin 2013. En février 2014, il a été nommé CEO du groupe bpost. Koen Van Gerven continuera de diriger le groupe jusqu'au terme de son mandat actuel.

En octobre 2019, Pierre Winand a annoncé son départ de bpost

Pierre Winand, responsable des activités Parcels & Logistics Amérique du Nord, quittera le groupe bpost à la fin de l'année 2019 pour raisons familiales. Pierre Winand a rejoint bpost en 2006 en tant que Chief Financial Officer. Dans cette fonction, il a efficacement contribué à la transformation de bpost et a joué un rôle essentiel dans l'introduction de bpost à la bourse Euronext Brussels en juin 2013. En 2017, Pierre est devenu directeur de l'entité Parcels and Logistics Amérique du Nord. Il est également CEO de Radial, la plus grande filiale américaine.

Nouveaux tarifs pour les timbres-poste à compter du 1^{er} janvier 2020

Le 1^{er} janvier 2020, bpost adaptera le tarif de ses timbres-poste. En ligne avec les années précédentes, les prix de l'ensemble des produits du courrier national augmenteront en 2020 d'environ 5,1% en moyenne. Pour le courrier national envoyé en Belgique, une distinction est faite entre Prior et Non Prior. Le timbre Non Prior coûtera 0,98 EUR pièce par feuillet de 10 ou 1,01 EUR à l'unité. Le timbre Prior coûtera 1,18 EUR pièce par feuillet de 10 ou 1,21 EUR à l'unité. Le tarif pour un article standardisé expédié en Europe sera de 1,61 EUR par pièce et de 1,55 EUR à l'achat de minimum cinq timbres. Pour les envois expédiés hors Europe, le tarif international sera de 1,83 EUR à l'unité et de 1,77 EUR à l'achat de minimum cinq timbres.

Calendrier financier

07.11.19 (10.00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
02.12.19 (17.45 CET)	Annonce d'acompte sur dividende 2019
05.12.19	Date ex-dividende (acompte sur dividende)
06.12.19	Date d'enregistrement (acompte sur dividende)
09.12.19	Paiement de l'acompte sur dividende
16.02.20	Début de la période de silence précédant la publication des résultats de l'année 2019
17.03.20 (17.45 CET)	Annonce des résultats de l'année 2019
18.03.20 (10.00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
04.04.20	Début de la période de silence précédant la publication des résultats Q1/2020
04.05.20 (17.45 CET)	Annonce des résultats Q1/2020
05.05.20 (10.00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
13.05.20	Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
18.05.20	Date ex-dividende
19.05.20	Date d'enregistrement
20.05.20	Paiement du dividende
05.07.20	Début de la période de silence précédant la publication des résultats Q2/2020
04.08.20 (17.45 CET)	Annonce des résultats Q2/2020 et semi-annuels
05.08.20 (10.00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
04.10.20	Début de la période de silence précédant la publication des résultats Q3/2020
03.11.20 (17.45 CET)	Annonce des résultats Q3/2020
04.11.20 (10.00 CET)	Conférence téléphonique avec les analystes
01.12.20 (17.45 CET)	Annonce d'acompte sur dividende 2020
03.12.20	Date ex-dividende (acompte sur dividende)
04.12.20	Date d'enregistrement (acompte sur dividende)
07.12.20	Paiement de l'acompte sur dividende

États financiers consolidés intermédiaires non audités⁶

Compte de résultats consolidé intermédiaire condensé (non audité)

En millions EUR	NOTES	Total de l'année en cours 30 septembre		3e trimestre	
		2018	2019	2018	2019
Chiffre d'affaires	6	2.696,2	2.678,3	865,5	871,0
Autres produits d'exploitation		22,4	45,7	8,3	10,6
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		2.718,6	2.724,0	873,7	881,5
Approvisionnements et marchandises		(187,9)	(183,5)	(63,5)	(62,7)
Services et biens divers	7	(1.055,7)	(1.004,0)	(350,8)	(343,9)
Charges de personnel		(1.102,6)	(1.110,9)	(371,2)	(368,2)
Autres charges d'exploitation		(7,6)	(14,4)	(9,3)	(8,2)
Dépréciations – Amortissements		(115,1)	(184,7)	(38,3)	(64,2)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		(2.469,0)	(2.497,5)	(833,1)	(847,2)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)		249,6	226,6	40,6	34,3
Revenus financiers		4,7	5,2	1,3	3,1
Charges financières		(20,4)	(39,9)	(7,3)	(15,5)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		6,6	9,5	5,3	5,2
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		240,5	201,3	39,9	27,1
Impôts sur le résultat		(81,5)	(74,4)	(12,7)	(13,8)
RÉSULTAT DE L'ANNÉE		159,1	126,9	27,2	13,4
Attribuable aux:					
Porteurs des capitaux propres de la société-mère		160,0	126,5	26,9	13,0
Intérêts minoritaires		(1,0)	0,3	0,3	0,3

REVENU PAR ACTION

En EUR	Total de l'année en cours 30 septembre		3e trimestre	
	2018	2019	2018	2019
► de base, bénéfice de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	0,80	0,63	0,13	0,07
► dilué, bénéfice de l'année attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère	0,80	0,63	0,13	0,07

⁶ Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément à IAS 34 Information financière intermédiaire.

Conformément à IAS 33, le résultat par action dilué est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère (après ajustement des effets au titre des actions ordinaires potentiellement dilutives) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'année, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

Dans le cas de bpost, aucun effet de dilution n'affecte le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société-mère ni le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires.

État de résultat global consolidé intermédiaire (non audité)

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e trimestre	
	2018	2019	2018	2019
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	159,1	126,9	27,2	13,4
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
<i>Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>				
Variation des autres éléments du résultat global des entreprises associées	(20,7)	(12,1)	(7,6)	(4,8)
Gain / (perte) sur couverture d'investissement net	(4,1)	(6,4)	(0,7)	(5,7)
Gain / (perte) sur couverture de flux de trésorerie	(14,4)	1,3	(0,3)	0,4
Ecart dû à la conversion des devises étrangères	22,6	46,8	4,6	33,6
ÉLÉMENTS QUI SERONT RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS	(16,6)	29,6	(4,0)	23,6
<i>Éléments ne pouvant pas être reclassés ultérieurement dans le compte de résultats (après impôts)</i>				
Gain / (perte) de réévaluation sur les régimes à prestations déterminées	0,5	1,0	0,0	0,0
ÉLÉMENTS NE POUVANT PAS ÊTRE RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS, NETS D'IMPÔTS	0,5	1,0	0,0	0,0
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT POUR L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS	(16,1)	30,6	(4,0)	23,6
RÉSULTAT TOTAL DE L'EXERCICE, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS	143,0	157,5	23,3	37,0
Attribuable aux:				
Porteurs des capitaux propres de la société-mère	144,0	157,2	22,9	36,7
Intérêts minoritaires	(1,0)	0,3	0,3	0,3

Bilan consolidé intermédiaire (non audité)

En millions EUR	NOTES	Au 31 décembre 2018	Au 30 septembre 2019
Actifs			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	8	708,0	1.110,3
Immobilisations incorporelles	9	874,9	907,1
Participations dans des entreprises associées	10	251,2	248,6
Immeubles de placement		18,7	5,0
Actifs d'impôts différés		31,5	21,2
Créances commerciales et autres créances		11,2	17,8
		1.895,7	2.310,1
Actifs courants			
Stocks		36,9	36,8
Impôt sur le résultat à recevoir		5,7	8,6
Créances commerciales et autres créances	11	712,0	548,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	680,1	713,1
		1.434,7	1.307,3
Actifs destinés à la vente		14,7	2,4
TOTAL DES ACTIFS		3.345,1	3.619,9
Capitaux propres et passifs			
Capital souscrit		364,0	364,0
Réserves		271,4	261,7
Ecart de conversion		12,7	53,1
Bénéfices reportés		51,6	126,9
Capitaux propres attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société-mère		699,7	805,7
Intérêts minoritaires		2,5	1,5
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		702,3	807,2
Passifs non courants			
Emprunts bancaires	13	849,1	1.183,2
Avantages au personnel	14	308,4	315,3
Dettes commerciales et autres dettes		17,5	17,8
Provisions		22,6	19,8
Impôts différés passifs		7,3	7,4
		1.204,8	1.543,5
Passifs courants			
Emprunts bancaires	15	175,7	277,2
Découverts bancaires		0,0	3,9
Provisions		16,8	15,1
Impôts sur le résultat à payer		21,4	3,4
Instruments dérivés	17	0,8	1,1
Dettes commerciales et autres dettes	16	1.212,5	968,4
		1.427,3	1.269,1
Passifs directement liés à des actifs destinés à la vente		10,8	0,0
TOTAL DES PASSIFS		2.642,9	2.812,6
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		3.345,1	3.619,9

Mouvements consolidés des capitaux propres (non audité)

En millions EUR	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS PROPRES	AUTRES RESERVES	ECART DE CONVERSION DE DEVISE	RESULTAT DE L'EXERCICE	TOTAL	INTERETS MINORI TAIRES	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
AU 1 JANVIER 2018	364,0	(0,0)	310,1	(11,5)	110,9	773,5	4,3	777,8
Impact IFRS 9 sur bpost banque			(59,9)			(59,9)		(59,9)
AU 1 JANVIER 2018 (retraité)	364,0	(0,0)	250,2	(11,5)	110,9	713,6	4,3	717,9
Résultat de l'année 2018					160,0	160,0	(1,0)	159,1
Autres éléments du résultat			76,3	18,6	(110,9)	(16,1)		(16,1)
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE	0,0	0,0	76,3	18,6	49,1	144,0	(1,0)	143,0
Dividendes payés			(50,0)		0,0	(50,0)	0,0	(50,0)
Autres			(2,0)		(1,0)	(2,9)	2,4	(0,6)
AU 30 SEPTEMBRE 2018	364,0	(0,0)	274,5	7,1	159,1	804,7	5,7	810,3
AU 1 JANVIER 2019	364,0	(0,0)	271,4	12,7	51,6	699,7	2,5	702,3
Résultat de l'année 2019					126,5	126,5	0,3	126,9
Autres éléments du résultat			41,9	40,4	(51,6)	30,6		30,6
RÉSULTAT GLOBAL DE L'ANNÉE	0,0	0,0	41,9	40,4	74,9	157,2	0,3	157,5
Dividendes payés			(50,0)		0,0	(50,0)	0,0	(50,0)
Autres			(1,6)		0,3	(1,2)	(1,3)	(2,6)
AU 30 SEPTEMBRE 2019	364,0	(0,0)	261,7	53,1	126,9	805,7	1,5	807,2

Les capitaux propres ont augmenté de 105,0 millions EUR, soit 14,9%, pour atteindre 807,2 millions EUR au 30 septembre 2019, contre 702,3 millions EUR au 31 décembre 2018. Le bénéfice réalisé (126,9 millions EUR), les différences de change sur la conversion des opérations à l'étranger (40,4 millions EUR), la partie effective d'une couverture de flux de trésorerie conclue pour couvrir le risque de flux de trésorerie de l'obligation (1,3 million EUR) et le gain de réévaluation sur les avantages postérieurs à l'emploi (1,0 million EUR) ont notamment été compensés par l'ajustement à la juste valeur du portefeuille obligataire de bpost banque (12,1 millions EUR) et le paiement de dividendes (50,0 millions EUR). La réserve de couverture de flux de trésorerie sera reclassée en perte ou profit durant les 8 années qui suivent la date d'émission de l'obligation.

Flux de trésorerie intermédiaire consolidé (non audité)

En millions EUR	Total de l'année en cours		3e trimestre	
	2018	2019	2018	2019
Activités opérationnelles				
Résultat avant impôt	240,5	201,3	39,9	27,1
Amortissements et réductions de valeur	115,1	184,7	38,3	64,2
Réductions de valeur sur créances commerciales	7,5	2,6	2,1	1,6
Gain sur la vente d'immobilisations corporelles	(3,9)	(21,6)	(2,6)	(1,0)
Autres éléments non cash	9,4	15,8	6,0	5,1
Variation des avantages au personnel	4,9	8,4	(2,0)	3,7
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	(6,6)	(9,5)	(5,3)	(5,2)
Dividendes perçus	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts payés sur le résultat	(120,5)	(68,5)	(53,3)	(9,9)
Impôts payés sur le résultat des années précédentes	(11,8)	(13,8)	0,0	0,0
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES AVANT CHANGEMENT DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET DES PROVISIONS	234,5	299,5	23,1	85,6
Diminution / (Augmentation) des créances commerciales et autres créances	151,3	92,6	74,1	(78,3)
Diminution / (Augmentation) des stocks	0,6	1,7	1,1	(2,3)
Augmentation / (Diminution) des dettes commerciales et autres dettes	(206,5)	(152,6)	(120,1)	34,2
Augmentation / (Diminution) des montants collectés dus aux clients	(26,1)	(29,3)	(7,5)	(6,0)
Augmentation / (Diminution) des provisions	(15,7)	(5,1)	(0,8)	(1,4)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	138,1	206,7	(30,2)	31,8
Activités d'investissement				
Produits découlant de la vente d'immobilisations corporelles	9,1	59,2	3,8	1,5
Recettes suite à la cession de filiales, sous déduction de la trésorerie disponible	0,0	5,9	0,0	5,9
Acquisition d'immobilisations corporelles	(52,4)	(65,1)	(18,2)	(35,1)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(14,5)	(23,9)	(8,7)	(12,5)
Acquisition d'autres investissements	0,5	0,0	0,0	(0,0)
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(61,4)	(7,8)	0,0	(7,3)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(118,7)	(31,8)	(23,1)	(47,5)
Activités de financement				
Produits d'emprunts et de contrats de location	828,9	578,9	828,9	243,6
Remboursement des dettes et de contrats de location	(707,5)	(680,6)	(701,0)	(290,4)
Paiement pour des instruments dérivés	(21,5)	0,0	(21,5)	0,0
Transactions avec les intérêts minoritaires	(0,3)	(0,0)	0,0	0,0
Dividendes payés	(50,0)	(50,0)	0,0	0,0
FLUX DE TRÉSORERIE NET GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	49,6	(151,7)	106,4	(46,8)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	69,0	23,2	53,1	(62,5)
IMPACT NET DU TAUX DE CHANGE	5,6	6,0	(1,1)	9,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 1er janvier	466,0	680,1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie hors découverts bancaires au 30 septembre	540,6	709,3		
MOUVEMENTS ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 SEPTEMBRE	74,6	29,1		

Commentaires sur les états financiers consolidés intermédiaires

1. Informations générales

Les états financiers consolidés intermédiaires de bpost pour les 9 premiers mois au 30 septembre 2019 ont été approuvés en accord avec la résolution du Conseil d'Administration du 6 novembre 2019.

Activités commerciales

bpost et ses filiales (dénommée ci-après « bpost ») fournissent des services nationaux et internationaux dans le domaine du courrier et du paquet, en ce compris l'enlèvement, le transport, le tri et la distribution de courrier adressé et non adressé, d'imprimés, de journaux, et de paquets.

Par le biais de ses filiales et de ses entités commerciales, bpost SA vend également toute une série d'autres produits et services, parmi lesquels des produits postaux, paquets, produits bancaires et financiers, la logistique e-commerce, des services de livraison express, des services de proximité et convenance, la gestion de documents et d'autres services apparentés. bpost assume également des activités d'intérêt économique général (SIEG) pour le compte de l'État belge.

Statut juridique

bpost est une société anonyme de droit public belge. Le siège social de bpost est sis au Centre Monnaie, à 1000 Bruxelles. Les actions de bpost sont cotées sur le NYSE-Euronext Brussels depuis le 21 juin 2013 (ISIN BPOST).

2. Base de préparation et principes comptables

Base de préparation

Ces états financiers intermédiaires n'ont pas été revus par un auditeur indépendant.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour ces 9 mois au 30 septembre 2019 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations et publications requises dans les états financiers annuels, et devraient être lus en conjonction avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2018.

Principes comptables significatifs

Les principes comptables adoptés pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires condensés sont en ligne avec ceux suivis dans la préparation des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2018, à l'exception de l'adoption de nouveaux standards et interprétations effectifs à partir du 1er janvier 2019.

bpost a appliqué pour la première fois, au premier trimestre 2019, IFRS 16 conformément à IAS 34. La nature et les impacts des changements sont décrits ci-dessous.

En dehors d'**IFRS 16** – Contrats de location, les nouvelles normes et amendements suivants, entrés en vigueur au 1er janvier 2019, n'ont aucun effet sur la présentation, la performance financière ou la position de bpost:

- **IFRIC Interprétation 23** – Incertitude relative aux traitements fiscaux
- **IFRS 9 – Amendements** – Remboursement anticipé avec compensation négative
- **IAS 28 – Amendements** – Intérêts à long terme dans des entreprises associées et coentreprises

- **IAS 19 – Amendements** – Amendement du plan, restrictions et accords non récurrents
- **Processus d'améliorations annuelles – Cycle 2015-2017**

Depuis le 1^{er} janvier 2019, IFRS 16 remplace IAS 17 *Contrats de location*, IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC-15 *Avantages dans les contrats de location simple* et SIC-27 *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*. IFRS 16 définit les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information des contrats de location et exige des locataires qu'ils reprennent tous les contrats de location sur un seul modèle au bilan.

La comptabilisation du bailleur en vertu d'IFRS 16 est essentiellement inchangée par rapport à IAS 17. Les bailleurs continueront à classer les contrats de location soit en contrats de location simple, soit en contrats de location-financement selon des principes similaires à ceux d'IAS 17. Par conséquent, IFRS 16 n'a pas eu d'incidence sur les contrats de location pour lesquels bpost est le bailleur.

bpost a adopté IFRS 16 selon la méthode rétrospective modifiée avec calcul à la date de la première application à compter du 1^{er} janvier 2019. Dès lors, les chiffres de l'exercice précédent ne seront pas ajustés. À la date d'entrée en vigueur, bpost a choisi d'utiliser :

- les exemptions de comptabilisation pour les contrats de location où l'actif sous-jacent est de faible valeur (« actifs de faible valeur »).
- la mesure de simplification et (i) a appliqué IFRS 16 aux contrats qui avaient été précédemment identifiés comme contrats de location sous IAS 17 et IFRIC 4 et (ii) n'a pas appliqué IFRS 16 aux contrats qui n'étaient pas précédemment identifiés comme contrat de location sous IAS 17 et IFRIC 4.

L'effet de l'application d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 (augmentation/(diminution)) est décrite ci-dessous :

En millions EUR	1 ^{er} janvier 2019
Actifs	
Actifs au titre du droit d'utilisation	434,6
Engagements relatifs à des contrats de location précédemment classés en tant que contrats de location-financement	(16,8)
Total des actifs	417,8
Passifs	
Emprunts bancaires non courants	353,9
Dettes non courantes relatives aux locations précédemment identifiés comme contrats de location	(16,7)
Emprunts bancaires courants	82,2
Dettes courantes relatives aux locations précédemment identifiés comme contrats de location	(1,6)
Total des passifs	417,8

Nature de l'effet de l'adoption d'IFRS 16

- bpost dispose de contrats de location principalement pour des bâtiments (entrepôts et bureaux de poste) et des véhicules. Avant l'adoption d'IFRS 16, bpost classait chacun de ses contrats de location (en tant que preneur) à la date d'entrée en vigueur en tant que contrat de location-financement ou de location simple.
- bpost n'a pas modifié les valeurs comptables initiales des actifs et passifs reconnus à la date d'application initiale pour les contrats de location classés auparavant comme contrats de location-financement (c'est-à-dire que les actifs au titre de droits d'utilisation et passifs de location équivalent aux actifs et dettes locatives reconnus sous IAS 17). Les exigences d'IFRS 16 ont été appliquées à ces contrats de location à compter du 1^{er} janvier 2019.
- bpost a comptabilisé les actifs au titre du droit d'utilisation et les dettes locatives pour les contrats de location classés auparavant en tant que contrats de location simple, à l'exception des contrats de location portant sur des actifs de faible valeur.

Compte tenu de ce qui précède, au 1^{er} janvier 2019, des actifs au titre de droit d'utilisation pour 434,6 millions EUR sont comptabilisés et présentés séparément dans le bilan financier. Cela comprend les actifs en location précédemment comptabilisés au titre de contrats de location-financement pour 16,8 millions EUR.

Les dette locatives, au 1^{er} janvier 2019, peuvent être réconciliées aux engagements de location simple du 31 décembre 2018 comme ci-dessous :

En millions EUR	
Engagements de location simple au 31 décembre 2018	461,3
Taux d'emprunt marginal moyen pondéré au 1 janvier 2019	2,1%
Engagements de location simple actualisés au 1 janvier 2019	417,8
Ajouter:	
Engagements relatifs à des contrats de location précédemment classés en tant que contrats de location-financement	18,3
Passifs	
Emprunts bancaires non courants	337,2
Emprunts bancaires courants	80,7
Ajouter:	
Dettes relatives à des contrats de location précédemment classés en tant que contrats de location-financement	18,3
Total des passifs	436,1

Résumé des nouveaux principes comptables

Une location est un contrat par lequel le droit d'utilisation d'un actif (l'actif loué) est octroyé pour une période déterminée en échange d'une compensation.

Jusqu'au 31 décembre 2018, une location était définie comme un accord par lequel le bailleur donne au preneur de bail le droit d'utiliser l'actif pour une période déterminée en échange d'un paiement ou de plusieurs paiements. En accord avec IAS 17, lorsque le contrat de location transférait significativement tous les risques et avantages en propriété au preneur de bail, le contrat était alors considéré comme un leasing financier et était reconnu comme un actif et un passif au montant de la valeur actualisée des paiements locatifs minimaux (= somme du capital et des parties d'intérêt incluses dans les paiements du contrat de location) ou, si inférieure, la valeur actualisée des actifs loués. Inversement, lorsque le contrat n'était pas un transfert substantiel de tous les risques et avantages en propriété à bpost, le contrat de location était considéré comme une location simple et les loyers, payés sur base du contrat, comptabilisés en coût dans le compte de résultats.

A partir du 1^{er} janvier 2019, bpost comme preneur de bail comptabilise à la valeur actualisée les actifs au titre de droit d'utilisation reçu et les passifs pour les obligations de paiement relatives à l'ensemble des locations dans le bilan, comme ci-dessous :

- Actifs au titre du droit d'utilisation :

Le coût des actifs au titre du droit d'utilisation comprend le montant des dettes de location comptabilisées et les paiements de location effectués au plus tard à la date d'entrée en vigueur, déduction faite des éventuels avantages reçus au titre de la location. Les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation sont amortis de façon linéaire sur la durée la plus courte entre leur durée d'utilité estimée et la durée du contrat de location. Les actifs au titre du droit d'utilisation sont soumis à la réduction de valeur.

- Dettes de location

Les paiements de location comprennent les paiements fixes (y compris les paiements fixes en substance), desquels on déduit tout avantage à recevoir au titre de la location, les paiements de location variables dépendant d'un indice ou d'un taux, et les montants à payer attendus en vertu de garanties de valeur résiduelle. À noter que la TVA non récupérable n'est pas incluse dans les paiements de location et est toujours comptabilisée en résultat d'exploitation. Les paiements de location comprennent également le prix d'exercice d'une option d'achat dont il est raisonnablement certain qu'elle sera levée par bpost et les paiements de pénalités en cas de résiliation d'un contrat de location, si la durée du contrat reflète l'exercice par bpost de son option de résiliation. Les paiements de location

variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges pour la période au cours de laquelle survient l'événement ou la condition qui déclenche le paiement.

Pour calculer la valeur actuelle des paiements de location, bpost recourt au taux d'emprunt marginal à la date d'entrée en vigueur du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut pas être déterminé facilement. Après la date d'entrée en vigueur, le montant des dettes de location est augmenté pour tenir compte de la désactualisation des intérêts et réduit en fonction des paiements de leasing effectués. De plus, la valeur comptable des dettes de location est réévaluée en cas de modification, de changements au niveau de la durée du contrat de location, des paiements de location fixés en substance ou de l'évaluation visant à l'achat de l'actif sous-jacent.

- Contrats de location d'actifs de faible valeur

Des exemptions de frais de location d'actifs de faible valeur ont été appliquées aux contrats de location d'une valeur inférieure à 5.000 EUR, principalement pour des articles informatiques, tels que des imprimantes.

Jugement important dans la détermination de la durée des contrats de location avec options de reconduction

- Utilisation d'un taux d'emprunt marginal pour les bâtiments en fonction de la devise, de l'environnement économique et de la durée. Pour les leasings de la flotte automobile et autres, le taux d'actualisation est le taux implicite du leasing, s'il est disponible, sans quoi on applique la même méthode que pour les bâtiments.
- bpost détermine la durée du contrat de location en tant que durée non résiliable du contrat de location ainsi que toute période couverte par une option de prolongation du contrat de location s'il est raisonnablement certain qu'elle sera exercée, ou toute période couverte par une option de résiliation, s'il est raisonnablement certain qu'elle ne sera pas exercée.

La table ci-dessous reprend la valeur nette des actifs au titre de droit et d'utilisation de bpost et les dettes de location au 30 septembre 2019 :

En millions EUR	Total de l'année en cours 2019
Actifs	
Terrains et bâtiments	396,6
Usine et machinerie	3,8
Véhicules à moteur	44,5
Autre équipement	0,3
Total	445,2
Passifs	
Passifs non courants	342,7
Passifs courants	103,5
Total	446,1

Normes et interprétations publiées mais qui ne sont pas encore appliquées par bpost

Les nouvelles normes IFRS et interprétations IFRIC suivantes, adoptées mais non encore en vigueur ou sur le point de devenir obligatoires, n'ont pas été appliquées par bpost pour la préparation de ses états financiers consolidés.

Normes or interprétations

Effectif pour le reporting commençant au ou après le

IFRS 3 - Amendements – Définition d'une entreprise (*)	1 janvier 2020
IAS 1 and IAS 8 – Amendements – Définition de significatif (*)	1 janvier 2020
Cadre conceptuel de l'information financière	1 janvier 2021
IFRS 17 – Contrats d'assurance (*)	1 janvier 2021

(*) Non encore adopté par l'Union Européenne à la date de ce rapport

bpost n'a pas adopté de façon anticipée d'autres normes, interprétations ou amendements publiés mais non encore d'application effective.

3. Saisonnalité des opérations

Les revenus et bénéfices de bpost sont affectés par un certain nombre de fluctuations saisonnières.

Selon le sixième contrat de gestion, bpost est le fournisseur de certains SIEG. Ces derniers comprennent, entre autres, le maintien d'un réseau Retail étendu et des services tels que le paiement à domicile des pensions et l'exécution de services financiers postaux. En vertu de l'engagement pris par l'État belge vis-à-vis de la Commission européenne, la distribution des journaux et magazines ne fait plus partie du contrat de gestion. L'État belge a décidé à cet égard d'attribuer le contrat de distribution des journaux et périodiques à bpost à l'issue d'une consultation publique du marché. La compensation des SIEG se base sur une méthodologie de coût net évité (« NAC » pour net avoided cost) et est répartie de manière égale sur les quatre trimestres. Cette méthode veille à ce que la compensation soit calculée en fonction de la différence en coût net entre le fait d'assurer ou non la fourniture des SIEG. La rémunération pour la distribution des quotidiens et périodiques consiste en un montant forfaitaire (équitablement réparti sur les quatre trimestres) et en une commission variable selon les volumes distribués. Cette rémunération est soumise à un calcul ex post reposant sur l'évolution de la base de coûts de bpost. En cours d'année, les calculs sont effectués pour les SIEG et la distribution des journaux et périodiques afin de s'assurer que la rémunération corresponde bien aux montants comptabilisés.

La haute saison qui commence à partir du mois de décembre en Europe et aux environs de Thanksgiving aux États-Unis a un effet positif sur les ventes de Parcels BeNe et e-commerce logistics. Pour les entités Radial américaines du secteur Parcels and Logistics d'Amérique du Nord, l'un des principaux acteurs américains de la logistique intégrée d'e-commerce et de la technologie omnicanale, le quatrième trimestre est historiquement le trimestre où les revenus et les bénéfices sont les plus élevés.

4. Regroupement d'entreprises

Alvadis

Le 30 août 2019, après approbation de l'Autorité belge de la concurrence, Ubiway a finalisé l'accord d'achat d'actions avec Conway pour la vente d'Alvadis, société du groupe Ubiway. Alvadis a été déconsolidée le 30 août 2019. Au moment du lancement de la procédure de vente (en décembre 2018), Alvadis avait été transférée aux actifs détenus en vue de la vente. Le prix de vente s'est élevé à 5,9 millions EUR, la plus-value sur la vente a atteint 0,6 million EUR et a été comptabilisée en tant qu'autre produit d'exploitation.

Acquisition de Anthill BV

En mars 2018, bpost a acquis 63,6% des actions des sociétés néerlandaises Anthill BV, qui détiennent 100% des actions d'Active Ants BV. Active Ants fournit des services d'e-fulfilment et de transport aux entreprises actives dans l'e-commerce. Active Ants propose des services de stockage, des activités de pick & pack et expédie les produits. Anthill fonctionne uniquement en tant que société holding. bpost a payé un montant de 4,3 millions EUR pour 50% des actions et a procédé à une augmentation de capital de 3,0 millions EUR pour obtenir 13,6% d'actions supplémentaires. En outre, l'accord prévoit une contrepartie conditionnelle basée sur l'EBITDA de 2018, qui peut s'élever à 0,8 million EUR et une structure d'option d'achat et vente des actions restantes (36,4%). Le prix de l'option de vente (basé sur l'EBITDA) a été comptabilisé pour un montant de 4,5 millions EUR comme passif financier, les ajustements de cette dette financière seront comptabilisés au compte de résultats. Les sociétés ont été consolidées dans l'entité opérationnelle Parcels & Logistics Europe & Asie en recourant à la méthode dite d'intégration globale à compter de mars 2018 (avec une première intégration dans la consolidation à partir du 1^{er} avril 2018 et 4 mois inclus dans le quatrième trimestre 2018). Par conséquent, le regroupement d'entreprise est présenté en considérant une détention de 100% des actions de Anthill BV par bpost. Les frais de transaction ont été payés et inclus dans les charges d'exploitation en 2018.

Le goodwill calculé se présente comme suit :

Juste valeur des actifs acquis et dettes reprises dans les entités achetées	En millions EUR
Actifs non courants	8,8
Immobilisations corporelles	4,5
Immobilisations incorporelles	4,3
Actifs courants	5,3
Stocks	0,1
Créances commerciales et autres créances	1,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,3
Passifs non courants	(2,1)
Emprunts bancaires	(1,1)
Passifs d'impôts différés	(1,0)
Passifs courants	(5,8)
Emprunts bancaires	(3,6)
Dettes commerciales et autres dettes	(2,1)
Juste valeur des actifs nets acquis	6,1
Goodwill suite à l'acquisition	6,4
CONTREPARTIE D'ACHAT TRANSFÉRÉE	12,5
dont:	
- Montant payé	7,3
- Contrepartie conditionnelle	5,2
Analyse du flux de trésorerie des acquisitions	En millions EUR
Trésorerie nette acquise des filiales	3,3
Montant payé	(7,3)
SORTIE NETTE DE TRÉSORERIE	(4,0)

La juste valeur des créances commerciales courantes et non-courantes s'est élevée à 1,9 million EUR et l'on s'attend à ce que l'intégralité des montants contractuels puisse être collectée.

L'ajustement de la juste valeur suite à l'allocation du prix d'acquisition a consisté en la comptabilisation d'immobilisations incorporelles: relations clients (durée de vie de 18 ans), marque (durée de vie de 10 ans) et technologies développées en interne (durée de vie de 5 ans), pour des montants respectifs de 2,0 millions EUR, 0,6 million EUR et 1,4 million EUR.

Lors des premiers mois de 2019, Active Ants et Anthill ont contribué à concurrence de 14,2 millions EUR aux revenus et à 0,9 million EUR au bénéfice avant impôts découlant des activités continues du groupe. En 2018, Active Ants et Anthill ont contribué à concurrence de 12,9 millions EUR aux revenus et à 0,6 million EUR au bénéfice avant impôts découlant des activités continues du groupe.

Le goodwill de 6,4 millions EUR qui en a résulté provient d'une croissance future et des synergies attendues dans les activités de fulfillment étant donnée la technologie différenciée d'Active Ants. Aucune partie du goodwill ne devrait être fiscalement déductible.

Contrepartie conditionnelle pour Apple Express

En mars 2019, Apple Express Courier, Ltd a payé 0,8 million CAD (0,5 million EUR) en exécution de l'accord de contrepartie conditionnelle. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été comptabilisée en tant que passif. Ce paiement n'a exercé aucun impact sur le goodwill calculé initialement ou sur le résultat annuel. Le solde de la contrepartie conditionnelle, payable en 2019, est plafonné à 0,8 million CAD (notamment sur la base des résultats financiers).

Contrepartie conditionnelle pour Dyna Group

En juillet 2019, bpost a payé 3,8 millions EUR dans le cadre de l'exécution de l'accord de contrepartie conditionnelle. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été comptabilisée en tant que passif. Le paiement n'a exercé aucun impact sur le goodwill calculé initialement. La différence entre le montant payé et l'encours de la dette s'est élevée à 1,7 million EUR et a été comptabilisée dans le compte de résultat en tant qu'autre produit d'exploitation.

Acquisition de Vector Invest BV

En septembre 2019, Active Ants a acquis 100% des actions de la holding néerlandaise Vector Invest BV, qui détient 100% des parts d'AtoZ Global BV, Multi-Channel Services Fulfilment BV et Multi-Channel Services Fulfilment BVBA. Le groupe est actif dans la distribution nationale et internationale de paquets ou la prestation de services multicanaux de fulfillment, comprenant le stockage, l'enlèvement, le conditionnement de produits, l'organisation des activités de transport, la gestion et l'expédition des retours. Active Ants a payé un montant de 3,6 millions EUR pour ces actions. En outre, l'accord prévoit une contrepartie conditionnelle basée sur le chiffre d'affaires de 2019 et 2020, qui peut s'élever au maximum à 1,9 million EUR et une contrepartie conditionnelle basée sur l'EBITDA de 2021, qui peut atteindre au maximum 0,4 million EUR. Les frais de transaction ont été payés et inclus dans les charges d'exploitation. La société sera consolidée au sein du segment opérationnel Parcels & Logistics Europe & Asie en recourant à la méthode dite d'intégration globale à compter d'octobre 2019. Il n'est pas encore possible d'estimer la juste valeur des actifs et passifs à la date d'achat. Par conséquent, la fixation de la valeur comptable de l'entité acquise et l'allocation du prix d'acquisition sont toujours à l'étude.

5. Entités opérationnelles

Le Conseil d'administration de bpost a annoncé le 2 mai 2018 la transformation de sa structure afin de préparer l'entreprise pour l'avenir à compter du 1^{er} janvier 2019 ce qui impacte la manière d'allouer

les ressources et de présenter la performance. Alors que bpost a désigné son CEO comme CODM (Chief Operating Decision Maker), les entités opérationnelles sont basées sur l'information fournies par le CEO sous cette nouvelle structure.

bpost opère à travers trois entités opérationnelles et entités de support qui fournissent des services à ces entités opérationnelles :

L'entité opérationnelle Mail & Retail (« M&R ») est en charge des activités commerciales liées au Transactional, Advertising mail et Press, ainsi que des activités opérationnelles de collecte, de transport, de tri et de distribution de courrier adressé et non adressé, de documents imprimés, de journaux et de périodiques en Belgique. Elle propose aussi ces activités opérationnelles pour les paquets à d'autres unités opérationnelles de bpost. En outre, M&R offre des Value Added Services, incluant la gestion de documents et les activités connexes, ainsi que la vente au détail de produits de proximité et de convenance, par l'intermédiaire de son réseau de vente au détail en Belgique, composé de bureaux de poste, de points poste et du réseau Retail Ubiway de différents magasins opérant sous marque. Cette entité vend également des produits bancaires et financiers, dans le cadre du réseau de proximité et de convenance, en vertu d'un contrat d'agence conclu avec bpost banque et AG Insurance. Cette entité opérationnelle exécute également des services d'intérêt économique général pour le compte de l'État belge (SIEG).

L'entité opérationnelle Parcels & Logistics Europe & Asie (« PaLo Eurasia ») est en charge des activités commerciales et opérationnelles liées à la livraison sur le dernier kilomètre et à la livraison express au BeNe, de l'e-commerce logistics (fulfillment, manutention, distribution et gestion des retours) et des Cross-border (inbound, outbound et services d'importation) pour les paquets en Europe et Asie et pour le courrier international partout dans le monde. Cette entité opérationnelle exploite plusieurs centres opérationnels à travers l'Europe, dont un centre de tri (NBx) et plusieurs hubs pour Parcels. DynaGroup, Radial et les entités Landmark Global en Europe et Asie relèvent de cette entité opérationnelle.

L'entité opérationnelle Parcels & Logistics Amérique du Nord (« PaLo N. America ») est chargée des activités commerciales et opérationnelles liées à l'e-commerce logistics (gestion des commandes, manutention et distribution, gestion des retours, service à la clientèle et services technologiques à valeur ajoutée) en Amérique du Nord et en Australie et des paquets et lettres internationaux Cross-borders en Amérique du Nord. Les entités nord-américaines de Landmark Global et Radial Amérique du Nord font partie de cette entité opérationnelle.

L'entité Corporate et Support (« Corporate ») se compose des trois entités de support et de l'entité Corporate. Les entités de support offrent en tant que fournisseur unique des solutions opérationnelles aux 3 entités opérationnelles et à Corporate. Elles incluent les départements Finance & Accounting, Human Resources & Service Operations, ICT & Digital. L'unité Corporate inclut quant à elle les départements Strategy, M&A, Legal, Regulatory et le Corporate Secretary. L'EBIT généré par les unités de support est refacturé aux trois entités opérationnelles en tant que charges opérationnelles, tandis que les amortissements restent sous Corporate. Les revenus générés par les unités de support, y compris la vente d'immeubles, sont publiés sous l'entité Corporate.

Aucun secteur opérationnel n'a été regroupé pour former les entités opérationnelles ci-dessus.

Les produits et services offerts entre entités juridiques sont sans lien de dépendance alors que les services et produits offerts entre entités opérationnelles d'une même entité juridique sont généralement basés sur des coûts marginaux. Les services fournis par les unités de support aux entités opérationnelles de la même entité légale sont basés sur le coût total.

Comme la trésorerie de l'entreprise, bpost banque et les impôts sont gérés de manière centralisée pour le groupe. Le résultat financier net, l'impôt sur le revenu et la quote-part du résultat des entreprises associées ne sont publiés qu'au niveau du groupe.

bpost calcule son résultat d'exploitation (EBIT) au niveau du segment et est évaluée conformément aux directives comptables des états financiers (IFRS). Les actifs et passifs ne sont pas rapportés par secteur au CODM.

Les tableaux ci-dessous présentent une vue de la performance par entité, les informations comparatives ont été retraitées en fonction de la nouvelle structure :

3e trimestre	M&R		PaLo Europe & Asie		PaLo Amérique du Nord		Corporate		Eliminations		Groupe		
	En millions EUR	3T18	3T19	3T18	3T19	3T18	3T19	3T18	3T19	3T18	3T19	3T18	3T19
Produits d'exploitation externes		456,5	444,5	176,1	195,1	238,5	239,9	2,7	2,2	-	-	873,7	881,5
Produits d'exploitation intersegment		37,4	41,6	10,7	3,2	3,1	1,5	85,9	88,6	(137,1)	(134,9)	-	-
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION		493,8	486,0	186,8	198,3	241,7	241,4	88,5	90,8	(137,1)	(134,9)	873,7	881,5
Charges d'exploitation		431,7	426,9	180,8	183,5	239,1	229,7	80,2	77,8	(137,1)	(134,9)	794,8	783,0
Dépréciations – Amortissements		10,6	20,7	4,7	5,1	11,3	20,2	11,7	18,2	-	-	38,3	64,2
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)		51,5	38,5	1,3	9,7	(8,8)	(8,6)	(3,4)	(5,2)	-	-	40,6	34,4
Quote-part dans le résultat des entreprises associées												5,3	5,2
Résultat financier												(6,1)	(12,4)
Impôts sur le résultat												(12,7)	(13,8)
RÉSULTAT DE L'ANNÉE (EAT)		51,5	38,5	1,3	9,7	(8,8)	(8,6)	(3,4)	(5,2)	(0,0)	(0,0)	27,2	13,4

Total de l'année 30 septembre	M&R		PaLo Europe & Asie		PaLo Amérique du Nord		Corporate		Eliminations		Groupe		
	En millions EUR	YTD18	YTD19	YTD18	YTD19	YTD18	YTD19	YTD18	YTD19	YTD18	YTD19	YTD18	YTD19
Produits d'exploitation externes		1.445,7	1.410,3	538,3	583,3	727,6	705,0	7,0	25,4	-	-	2.718,6	2.724,0
Produits d'exploitation intersegment		116,1	124,6	21,6	13,2	6,0	4,0	270,5	266,4	(414,2)	(408,2)	-	-
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION		1.561,8	1.534,9	559,9	596,5	733,6	708,9	277,5	291,8	(414,2)	(408,2)	2.718,6	2.724,0
Charges d'exploitation		1.279,4	1.267,8	530,6	531,9	712,4	678,9	245,8	242,3	(414,2)	(408,2)	2.353,9	2.312,7
Dépréciations – Amortissements		32,6	63,0	12,1	16,3	36,0	53,5	34,4	52,0	-	-	115,1	184,7
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (EBIT)		249,7	204,2	17,3	48,3	(14,7)	(23,4)	(2,7)	(2,5)	-	-	249,6	226,6
Quote-part dans le résultat des entreprises associées												6,6	9,5
Résultat financier												(15,7)	(34,7)
Impôts sur le résultat												(81,5)	(74,4)
RÉSULTAT DE L'ANNÉE (EAT)		249,7	204,2	17,3	48,3	(14,7)	(23,4)	(2,7)	(2,5)	0,0	0,0	159,1	126,9

Les tableaux présentés ci-dessous fournissent une vue détaillée des entités.

Le total des produits d'exploitation (produits d'exploitation intersegment exclus), revenus et autres produits d'exploitation, sont mesurés sur la même base que les principes comptables des états financiers (IFRS) et du reporting par entité opérationnelle. Les autres produits d'exploitation sont alloués sur plusieurs lignes, cependant principalement à Corporate & Supporting functions car cette ligne ne représente que des autres produits d'exploitation.

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 septembre			3e trimestre	
	2018	2019	% Evolution	2018	2019
Mail & Retail	1.445,7	1.410,3	-2,4%	456,5	444,5
Transactional mail	571,3	551,7	-3,4%	172,7	169,0
Advertising mail	178,6	171,9	-3,7%	55,1	50,8
Press	261,2	255,7	-2,1%	84,0	81,3
Proximity and convenience retail network	356,8	352,7	-1,1%	119,0	117,4
Value added services	77,8	78,3	0,6%	25,7	25,9
Parcels & Logistics Europe & Asie	538,3	583,3	8,3%	176,1	195,1
Parcels BeNe	239,6	272,8	13,9%	79,4	94,4
E-commerce logistics	87,4	92,5	5,8%	28,7	32,3
Cross border	211,3	218,0	3,2%	67,9	68,4
Parcels & Logistics Amérique du Nord	727,6	705,0	-3,1%	238,5	239,9
E-commerce logistics	663,8	638,6	-3,8%	217,1	218,4
International mail	63,8	66,4	4,2%	21,4	21,4
Corporate & Supporting functions	7,0	25,4		2,7	2,2
TOTAL	2.718,6	2.724,0	0,2%	873,7	881,5

La répartition géographique du total des produits d'exploitation (produits d'exploitation intersegment exclus) et les actifs non courants sont attribués à la Belgique, au reste de l'Europe, aux États-Unis d'Amérique et au reste du monde. L'attribution par localisation géographique est basée sur la localisation de l'entité générant le produit d'exploitation ou détenant l'actif net. Les autres produits d'exploitation sont alloués à plusieurs postes.

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 septembre			3e trimestre	
	2018	2019	Evolution %	2018	2019
Belgique	1.791,8	1.800,4	0,5%	567,7	550,0
Reste de l'Europe	181,0	200,3	10,7%	62,9	79,2
USA	716,0	689,1	-3,8%	237,8	244,0
Reste du Monde	29,7	34,1	14,9%	5,3	8,3
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	2.718,6	2.724,0	0,2%	873,7	881,5

En millions EUR	Au 31 décembre	Au 30 septembre	Evolution %
	2018	2019	
Belgique	703,4	920,3	30,8%
Reste de l'Europe	143,2	165,5	15,6%
USA	735,1	907,2	23,4%
Reste du Monde	31,2	47,3	51,6%
ACTIFS NON COURANTS	1.612,9	2.040,3	26,5%

Le total des actifs non courants comprend les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les immeubles de placement et les créances commerciales et autres créances (> 1 an).

Si l'on exclut la rémunération reçue du gouvernement fédéral belge pour fournir les services décrits dans le Contrat de Gestion et les concessions de presse, en ce compris l'entité opérationnelle Mail et Retail, aucun client extérieur ne représente plus de 10% du total des produits d'exploitation de bpost.

6. Chiffre d'affaires

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 septembre		3e trimestre	
	2018	2019	2018	2019
Chiffre d'affaires excluant les rémunérations SIEG	2.494,1	2.475,4	798,1	805,0
Rémunérations SIEG	202,1	202,9	67,4	66,0
TOTAL	2.696,2	2.678,3	865,5	871,0

7. Services et biens divers

Le tableau suivant présente un détail des services et biens divers :

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 septembre			3e trimestre		
	2018	2019	% Evolution	2018	2019	% Evolution
Loyers et charges locatives	109,7	40,1	-63,4%	36,5	12,5	-65,7%
Entretien et réparation	79,2	85,2	7,5%	25,2	27,8	10,5%
Fournitures d'énergie	33,5	33,5	0,1%	11,2	10,9	-2,4%
Autres biens	25,7	25,2	-1,9%	9,2	8,4	-8,6%
Frais postaux et de télécommunication	14,7	15,2	3,5%	4,8	5,2	7,8%
Frais d'assurance	15,1	18,2	20,6%	4,9	6,4	30,4%
Frais de transport	466,0	461,8	-0,9%	156,5	158,1	1,0%
Publicité et annonces	16,8	16,7	-0,6%	5,1	5,2	2,0%
Consultance	15,6	27,4	76,5%	2,3	8,2	-
Intérim	108,6	103,2	-5,0%	36,8	39,2	6,3%
Frais de rémunération de tiers	104,0	106,8	2,7%	37,5	38,5	2,9%
Autres services	66,9	70,7	5,6%	20,8	23,5	12,9%
TOTAL	1.055,7	1.004,0	-4,9%	350,8	343,9	-2,0%

Lors des neuf premiers mois de 2019, les services et biens divers ont enregistré une diminution de 51,8 millions EUR, principalement en raison d'une baisse de 69,6 millions EUR des loyers et charges locatives. La diminution de ces derniers s'explique surtout par la première application de la norme IFRS 16. Conformément à la norme IFRS 16, les coûts sont passés de loyers et charges locatives pour 79,6 millions EUR à des dépréciations pour 77,7 millions EUR et à des charges financières pour 7,1 millions EUR. Les contrats de location relevant du périmètre portent principalement sur des immeubles (entrepôts et points de vente) et des véhicules.

8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 402,3 millions EUR, soit 56,8%, pour s'établir à 1.110,3 millions EUR au 30 septembre 2019. Cette augmentation s'explique principalement par: les actifs au titre du droit d'utilisation comptabilisés pour 417,8 millions EUR au 1^{er} janvier 2019, compte

tenu de la première application de la norme IFRS 16, les investissements en capital pour 65,1 millions EUR, les actifs au titre du droit d'utilisation comptabilisés pour 82,3 millions EUR au 30 septembre 2019 et l'évolution du cours du change, partiellement compensés par des dépréciations pour 153,8 millions EUR (dont 77,7 millions EUR liés au droit d'utilisation des actifs de la norme IFRS 16) et des transferts en biens de placement et actifs détenus pour vente (l'impact principal étant la vente du bâtiment Centre Monnaie qui a été transféré aux actifs détenus pour la vente au premier trimestre et vendu au deuxième trimestre avec des recettes totales en liquidités de 56,1 millions EUR et un bénéfice de 19,9 millions EUR). Les actifs de la norme IFRS 16 sont principalement des contrats de location portant sur des bâtiments et des véhicules.

9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 32,2 millions EUR, soit 3,7%, pour atteindre 907,1 millions EUR au 30 septembre 2019. Cette augmentation est principalement due aux dépenses en capital pour 23,9 millions EUR, à la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition d'Anthill BV (augmentation de 5,5 millions EUR principalement due à la comptabilisation d'immobilisations incorporelles) et à l'évolution du taux de change, partiellement compensée par la dépréciation pour 32,5 millions EUR.

10. Participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises liées ont légèrement diminué de 2,6 millions EUR pour s'établir à 248,6 millions EUR au 30 septembre 2019. L'augmentation de la part de bpost dans les gains de bpost banque pour 9,5 millions EUR a été plus que compensée par la diminution de 12,1 millions EUR des gains non réalisés sur le portefeuille d'obligations comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, reflétant une diminution moyenne de la courbe de rendement sous-jacente de 3 points de base (bps) par rapport au 31 décembre 2018. Au 30 septembre 2019, les participations dans les entreprises associées ont compris des gains non réalisés portant sur le portefeuille obligataire d'un montant de 26,7 millions EUR, ce qui représente 10,7% du total des participations dans les entreprises associées. Les gains non réalisés ont été générés par le faible niveau des taux d'intérêt par rapport aux rendements au moment de l'acquisition de ces obligations. Les gains non réalisés ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultats, mais directement en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

11. Créances commerciales et autres créances

Les créances commerciales et autres créances ont diminué de 163,2 millions EUR, pour s'établir à 548,8 millions EUR au 30 septembre 2019. La baisse a résulté essentiellement du règlement habituel des SIEG dus pour le premier trimestre de l'année et des pics de vente en fin d'année.

12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 33,0 millions EUR, pour s'établir à 713,1 millions EUR au 30 septembre 2019. La vente du bâtiment Centre Monnaie a été compensée par le paiement de dividendes à concurrence de 50,0 millions EUR.

13. Emprunts bancaires non courants

Les prêts et emprunts non courants portant intérêt ont augmenté de 334,2 millions EUR, pour s'établir à 1.183,2 millions EUR, principalement en raison de la première application de la norme IFRS 16.

14. Avantages au personnel

En millions EUR	Au 31 décembre 2018	Au 30 septembre 2019
Avantages postérieurs à l'emploi	(32,8)	(30,2)
Avantages à long terme	(113,5)	(118,6)
Indemnités de fin de contrat de travail	(8,5)	(9,1)
Autres avantages à long terme	(153,5)	(157,3)
TOTAL	(308,4)	(315,3)

Les avantages du personnel ont augmenté de 6,9 millions EUR, soit 2,3%, pour s'établir à 315,3 millions EUR au 30 septembre 2019. Cette augmentation reflète essentiellement :

- le paiement d'avantages pour un montant de 22,2 millions EUR ;
- des gains actuariels opérationnels pour un montant de 1,3 million EUR ;
- des charges de service (17,2 millions EUR) et d'intérêts (3,0 millions EUR).
- Des pertes financières actuarielles de 11,7 millions EUR engendrées par des changements dans les taux d'actualisation.
- Des gains de réévaluation sur des régimes de prestations définis de 1,5 million EUR (avant impôt), comptabilisés via d'autres éléments du résultat global.

15. Dettes et emprunts bancaires courants

Les dettes et emprunts courants portant intérêt ont augmenté de 101,5 millions EUR, pour s'établir à 277,2 millions EUR, principalement en raison de la première application de la norme IFRS 16

16. Dettes commerciales et autres dettes courantes

Les créances commerciales et autres ont diminué de 244,2 millions EUR, pour s'établir à 968,4 millions EUR au 30 septembre 2019. Cette diminution s'explique par la baisse des créances commerciales de 145,5 millions EUR, des autres créances de 69,1 millions EUR et des créances de sécurité sociale de 29,6 millions EUR. La diminution des créances commerciales s'explique surtout par un élément de phasage, étant donné le pic saisonnier en fin d'année. La réduction des créances sociales résulte essentiellement d'une différence de calendrier, les cotisations sociales pour l'année 2018 entière (congrés payés, primes...) ayant été payées au premier semestre 2019.

17. Actifs et passifs financiers

Le tableau ci-dessous donne des informations sur la catégorie de mesure de la juste valeur des actifs et passifs financiers de bpost au 30 septembre 2019:

En millions EUR Au 30 septembre 2019	Catégorisé à la juste valeur :			
	Valeur comptable	Prix coté sur un marché actif (Niveau 1)	Autre donnée significative observable (Niveau 2)	Donnée significative non observable (Niveau 3)
Actifs financiers évalués au coût amorti				
Actifs non courants				
Actifs financiers	17,8	0,0	17,8	0,0
Actifs courants				
Actifs financiers	1.262,0	0,0	1.262,0	0,0
Total actifs financiers	1.279,8	0,0	1.279,8	0,0
Passifs financiers évalués au coût amorti (à l'exception des dérivés) :				
Passifs non courants				
Obligations à long terme	642,2	684,1	0,0	0,0
Passifs financiers	558,9	0,0	558,9	0,0
Passifs courants				
Instruments dérivés - forex swap	0,2	0,0	0,2	0,0
Instruments dérivés - cross currency swap	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments dérivés - forex forward	0,9	0,0	0,9	0,0
Passifs financiers	1.249,4	0,0	1.249,4	0,0
Total passifs financiers	2.451,6	684,1	1.809,4	0,0

La juste valeur des actifs financiers courants et non courants évalués à leur coût amorti et celle des passifs financiers courants et non courants évalués à leur coût amorti se rapprochent de leurs valeurs comptables. La juste valeur n'étant pas évaluée dans le bilan, celle-ci ne devrait pas être publiée. Au cours de la période, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie de juste valeur. Il n'y a par ailleurs pas eu de changement dans les techniques de valorisation et les inputs appliqués.

18. Instruments financiers dérivés et couvertures

Instruments dérivés

bpost utilise des contrats de change à terme et des contrats d'échange de change pour gérer certaines de ses expositions en devises étrangères. Ces contrats ont été souscrits afin de couvrir les risques liés aux taux de change des prêts intra-groupes octroyés par bpost à ses filiales. Fin septembre 2019 trois contrats d'échange de change et quatre contrats de change à terme étaient pendants.

Swap du taux d'intérêt

En février 2018, bpost a conclu un swap de taux d'intérêt à départ différé d'une maturité de 10 ans avec un montant nominal de 600,0 millions EUR. La transaction a été réalisée pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur l'émission envisagée d'une obligation à long terme pour refinancer le crédit pont contracté en novembre 2017 pour l'acquisition de Radial.

En juillet 2018, bpost a finalement émis des obligations à 8 ans pour 650,0 millions EUR. A cette époque, le swap de taux d'intérêt a été annulé et réglé via un paiement de 21,5 millions EUR répartis entre 20,0 millions de partie effective et 1,5 million EUR pour la partie ineffective. La partie ineffective a été comptabilisée dans le compte de résultats. La partie effective de la couverture de flux de trésorerie (20,0 millions EUR) a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global (le montant net d'impôt s'élève à 14,8 millions EUR) en tant que réserve de couverture de flux de trésorerie. Cette couverture de flux de trésorerie est reclassée en compte de résultats dans les

périodes durant lesquelles les flux de trésorerie des obligations à long terme affectent le résultat au cours des 8 années qui suivent la date d'émission. En 2019, un montant de 1,3 million EUR a été reclassé en compte de résultats.

Couverture d'investissement net

En 2018, bpost a contracté un prêt bancaire en USD, d'une maturité de 3 ans, avec deux extensions possibles, chacune d'un an. Outre l'émission obligataire, bpost, dont l'EUR est la devise fonctionnelle, a emprunté en USD afin de refinancer l'acquisition de novembre 2017 de Radial Holdings, LP. bpost a emprunté une partie en USD pour réduire le risque de différences de change sur les opérations à l'étranger, et donc réalisé une couverture de son investissement net. Par conséquent, la portion effective des variations de la juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le montant notionnel de la couverture s'élevait à 143,0 millions USD, tandis que la juste valeur convertie en Euros s'élevait à 131,3 millions EUR. Au 30 septembre 2019, la perte nette sur la réévaluation du prêt en USD comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et cumulée dans les écarts de conversion de devises s'élevait à 6,4 millions EUR. Il n'y a pas de portion inefficace en 2019.

19. Passifs et actifs éventuels

Les passifs et les actifs éventuels sont matériellement inchangés par rapport à ceux décrits dans la note 6.32 des états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2018. Ce rapport financier intermédiaire doit être lu conjointement avec les états financiers annuels de bpost au 31 décembre 2018.

20. Événements survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important impactant la situation financière de l'entreprise n'a été observé après la clôture de l'exercice.

Indicateurs Alternatifs de Performance (non audité)

Outre à l'aide des chiffres IFRS publiés, bpost analyse également la performance de ses activités grâce à des indicateurs alternatifs de performance (APMs, pour Alternative Performance Measures). La définition de ces APMs est disponible ci-dessous.

Les indicateurs alternatifs de performance (ou indicateurs non GAAP) sont présentés pour améliorer la compréhension de la performance financière et opérationnelle par les investisseurs, aider à la planification et faciliter la comparaison entre périodes. La présentation du résultat sur base normalisée est utilisée par le management pour analyser la performance, à des fins de planification et prévisions.

La présentation des indicateurs alternatifs de performance n'est pas conforme aux IFRS et les APMs ne sont pas audités. Les APMs peuvent ne pas être comparables aux APMs publiés par d'autres sociétés étant donné les différents calculs d'APMs.

Le calcul de la mesure de performance normalisée, le flux de trésorerie disponible normalisé et le résultat net de bpost SA (BGAAP) est disponible sous ces définitions. Les APMs dérivés de ces éléments des états financiers peuvent être calculés et réconciliés directement tel que présenté dans les définitions ci-dessous.

Définitions

Performance normalisée (produit d'exploitation normalisé/EBITDA/EBIT/EAT normalisé) : bpost définit la performance normalisée comme le produit d'exploitation/EBITDA/EBIT/EAT, éléments d'ajustement exclus. Les postes d'ajustement représentent des éléments importants de revenus ou de charges qui, en raison de leur caractère non récurrent, sont exclus du reporting interne et des analyses de performance. bpost recourt à une approche cohérente pour déterminer si un élément de revenu ou de charge est un poste d'ajustement et s'il est suffisamment important pour être exclu des chiffres publiés pour obtenir les chiffres normalisés. Un élément d'ajustement est réputé important lorsqu'il s'élève à 20 millions EUR ou plus. Tous les profits ou les pertes sur cession d'activités sont normalisés quel que soit le montant qu'ils représentent, tout comme l'amortissement des immobilisations incorporelles comptabilisée dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition (PPA). Les extournes des provisions dont le calcul a été normalisé à partir des revenus sont également normalisés quel que soit le montant. La réconciliation de la performance normalisée est disponible sous ces définitions.

Résultat net bpost SA (BGAAP) : bpost définit le résultat net bpost SA (BGAAP) comme le résultat (perte) non consolidé selon les principes comptables généralement reconnus en Belgique après impôts et après transfert des/aux des réserves immunisées. Cela correspond au résultat (perte) de la période à affecter (code #9905 des comptes annuels BGAAP). La réconciliation détaillée entre le résultat IFRS consolidé de l'année et la mesure de performance est disponible en dessous des définitions. Le management de bpost estime que cette mesure fournit à l'investisseur un meilleur aperçu du dividende potentiel à distribuer.

Taux de change constant : bpost exclut de la performance à taux de change constant l'impact des différents taux de change appliqués à différentes périodes pour le secteur Parcels & Logistics Amérique du Nord. Les chiffres, publiés en devise locale, de la période comparable précédente sont convertis en recourant aux taux de change appliqués pour la période actuelle publiée. Le management de bpost estime que la performance à taux de change constant permet à l'investisseur de comprendre la performance opérationnelle des entités faisant partie du secteur Parcels & Logistics Amérique du Nord.

Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization (EBITDA): bpost définit l'EBITDA comme le résultat d'exploitation (EBIT) plus dépréciations et amortissements et est dérivé du compte de résultats consolidé.

Dette nette / (trésorerie nette): bpost définit la dette nette comme les emprunts bancaires courants et non courants plus les découverts bancaires, déduits de la trésorerie et équivalents de trésorerie et est dérivée du bilan consolidé.

Flux de trésorerie disponible (FCF) et flux de trésorerie disponible normalisé : bpost définit le flux de trésorerie disponible comme la somme du flux de trésorerie net des activités d'exploitation et du flux de trésorerie net des activités d'investissement. Il est dérivé du flux de trésorerie consolidé. Le flux de trésorerie disponible normalisé est le flux de trésorerie tel que défini précédemment plus les produits perçus dus aux clients de Radial. La réconciliation est disponible sous ces définitions. Dans certains cas, Radial effectue la facturation et la collecte des paiements au nom de ses clients. Sous cet arrangement, Radial rétribue systématiquement les montants facturés aux clients, et effectue un décompte avec le client, des montants dus ou des créances de Radial, sur base des facturations, des frais et montants précédemment rétribués. Le flux de trésorerie disponible normalisé exclut les liquidités reçues au nom de ses clients. Radial n'a pas ou peu d'impact sur le montant ou le timing de ces paiements.

Évolution du volume Parcels BeNe : bpost définit l'évolution de Parcels BeNe comme la différence, exprimée en pourcentage, de volumes publiés entre la période publiée et la période comparable du processus paquets chez bpost SA et DynaLogic.

Performance de Radial North America en USD : bpost définit la performance de Radial North America comme le total des produits d'exploitation, l'EBITDA et l'EBIT exprimés en USD découlant de la consolidation du groupe d'entités Radial détenues par bpost North America Holdings Inc. Les transactions entre le groupe d'entités Radial et les autres entités du groupe bpost ne sont pas éliminées et font partie du total des produits d'exploitation, de l'EBITDA et de l'EBIT. Le management de bpost estime que cette mesure fournit à l'investisseur un meilleur aperçu de la performance de Radial, de l'ampleur de sa présence aux États-Unis et de l'étendue de son offre de produits en termes d'activités à valeur ajoutée qui couvrent toute la chaîne de valeur au niveau de la logistique d'e-commerce et de la technologie omnicanale.

Le volume sous-jacent (Transactional mail, advertising mail and press) : bpost définit le volume mail sous-jacent comme le volume mail publié avec certaines corrections telles que l'impact du nombre de jours ouvrables et les volumes liés aux élections.

Rapprochement entre les paramètres financiers publiés et les paramètres financiers normalisés

Compte de résultats

PRODUITS D'EXPLOITATION

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 septembre			3e trimestre		
	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %
Total des produits d'exploitation	2.718,6	2.724,0	0,2%	873,7	881,5	0,9%
Vente d'Alvadis (1)	0,0	(0,6)		0,0	(0,6)	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION NORMALISÉ	2.718,6	2.723,4	0,2%	873,7	880,9	0,8%

CHARGES D'EXPLOITATION

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 septembre			3e trimestre		
	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %
Total des charges d'exploitation à l'exclusion des dépréciations/amortissements	(2.353,9)	(2.312,7)	-1,8%	(794,8)	(783,0)	-1,5%
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION NORMALISÉ A L'EXCLUSION DES DÉPRÉCIATIONS / AMORTISSEMENTS	(2.353,9)	(2.312,7)	-1,8%	(794,8)	(783,0)	-1,5%

EBITDA

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 septembre			3e trimestre		
	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %
EBITDA	364,7	411,3	12,8%	78,9	98,5	24,8%
Vente d'Alvadis (1)	0,0	(0,6)		0,0	(0,6)	
EBITDA NORMALISÉ	364,7	410,7	12,6%	78,9	97,9	24,0%

EBIT

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 septembre			3e trimestre		
	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %
Résultat d'exploitation (EBIT)	249,6	226,6	-9,2%	40,6	34,3	-15,5%
Vente d'Alvadis (1)	0,0	(0,6)		0,0	(0,6)	
Impact hors trésorerie de l'allocation du prix d'acquisition (PPA) (2)	17,7	15,7	-11,6%	6,1	4,6	-24,4%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION NORMALISÉ (EBIT)	267,3	241,6	-9,6%	46,7	38,3	-18,1%

RÉSULTAT DE LA PÉRIODE (EAT)

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 septembre			3e trimestre		
	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %
Résultat de l'année	159,1	126,9	-20,2%	27,2	13,4	-50,9%
Vente d'Alvadis (1)	0,0	(0,6)		0,0	(0,6)	
Impact hors trésorerie de l'allocation du prix d'acquisition (PPA) (2)	16,0	14,5	-9,5%	5,3	4,3	-19,3%
RÉSULTAT DE L'ANNÉE NORMALISÉ	175,1	140,7	-19,6%	32,6	17,0	-47,7%

(1) Le 30 août 2019 - après approbation de l'Autorité belge de la concurrence - Ubiway a finalisé l'accord d'achat d'actions avec Conway pour la vente d'Alvadis, société du groupe Ubiway. Alvadis a été déconsolidée le 30 août 2019. Au moment du lancement de la procédure de vente (en décembre 2018), Alvadis avait été transférée aux actifs détenus en vue de la vente. La normalisation de 0,6 million EUR correspond à la plus-value sur la vente.

(2) Conformément à la norme IFRS 3, et via l'allocation du prix d'acquisition (PPA) pour plusieurs entités, bpost a comptabilisé plusieurs immobilisations incorporelles (marques, savoir-faire, relations clients...). L'impact hors trésorerie constitué des charges d'amortissement sur ces actifs incorporels est normalisé.

Rapprochement entre les flux de trésorerie opérationnels disponibles publiés et les flux de trésorerie opérationnels disponibles normalisés

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 septembre			3e trimestre		
	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %
Flux de trésorerie généré par les activités opérationnelles	138,1	206,7	49,7%	(30,2)	31,8	-
Flux de trésorerie généré par les activités d'investissement	(118,7)	(31,8)	73,2%	(23,1)	(47,5)	-
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE	19,4	174,9	-	(53,3)	(15,8)	70,4%
Montants collectés dus aux clients	26,1	29,3	12,3%	7,5	6,0	-19,7%
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE NORMALISÉ	45,6	204,2	-	(45,7)	(9,7)	78,7%

Rapprochement entre le résultat net consolidé IFRS et le résultat net non consolidé selon les GAAP belges

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 septembre			3e trimestre		
	2018	2019	Variation %	2018	2019	Variation %
Résultat net consolidé IFRS	159,1	126,9	-19,0%	27,2	13,4	-43,5%
Résultats des filiales et impacts de déconsolidation	1,1	2,2	95,6%	7,1	3,2	-54,6%
Autres impacts de déconsolidation	7,7	(6,6)	-186,5%	(3,2)	(1,9)	-41,3%
Différences dans les dotations aux amortissements et réductions de valeur	2,5	(28,1)	-	1,2	1,4	1,6%
Différences de comptabilisation des provisions	(1,1)	(1,0)	-8,8%	(0,4)	(0,5)	25,8%
Effets de la norme IAS19	(4,9)	2,5	-152,0%	(6,7)	1,8	-127,2%
Effets de la norme IFRS 16	0,0	6,4	-	0,0	2,9	-
Amortissements des immobilisations incorporelles du PPA	17,7	15,7	-11,6%	6,1	4,6	-24,4%
Impôts différés	1,0	8,2	740,3%	1,7	1,9	12,1%
Autres	1,0	(8,0)	-	(3,8)	(8,8)	134,6%
Résultat net non consolidé selon les GAAP belges à affecter	184,2	118,2	-35,8%	29,3	18,0	-38,5%
Transfert vers les/(des) réserves immunisées	-	35,6	-	-	-	-
Résultat net non consolidé selon les GAAP belges	184,2	153,8	-16,5%	29,3	18,0	-38,5%

Le résultat net non consolidé après impôts de bpost, préparé en vertu des GAAP belges, peut être obtenu en deux étapes à partir du résultat après impôts consolidé IFRS.

La première étape consiste à déconsolider le résultat après impôts selon la norme IFRS, c.-à-d. :

- soustraire les résultats des filiales, à savoir retirer le résultat des filiales après impôts ; et
- éliminer tout autre impact des filiales sur le compte de résultats de bpost (comme les réductions de valeur des participations) et ajouter les dividendes reçus de ces filiales.

Le tableau ci-dessous présente une ventilation des impacts mentionnés ci-dessous :

En millions EUR	Total de l'année en cours 30 septembre		3e trimestre	
	2018	2019	2018	2019
Bénéfice des filiales consolidées par intégration globale belges (GAAP locale)	(6,1)	(16,4)	(1,1)	(6,0)
Bénéfice des filiales internationales (GAAP locale)	16,6	27,7	11,4	12,0
Part des bénéfices de la banque bpost (GAAP locale)	(9,4)	(9,2)	(3,3)	(2,8)
Autres impacts de déconsolidation	7,7	(6,6)	(3,2)	(1,9)
TOTAL	8,8	(4,5)	3,9	1,3

La seconde étape consiste à dériver les chiffres GAAP belges des chiffres selon les IFRS en inversant tous les ajustements IFRS effectués au niveau des chiffres GAAP. Voici une liste non exhaustive de ces ajustements:

- Différences dans le traitement des amortissements et réductions de valeur : les GAAP belges autorisent des durées de vie utile (et donc des taux de dépréciation) différentes pour les actifs immobilisés par rapport aux IFRS. Le goodwill est amorti selon les GAAP belges alors que les IFRS exigent un test de dépréciation du goodwill. Les IFRS permettent également de comptabiliser les actifs incorporels au bilan autrement que les GAAP belges.
- Au second trimestre 2019, bpost a comptabilisé le bénéfice réalisé sur la vente du bâtiment Centre Monnaie (19,9 millions EUR), tandis que pour les comptes statutaires, bpost a choisi d'appliquer une imposition étalée de cette plus-value. Celui-ci n'exerce dès lors aucun impact sur le bénéfice net non consolidé selon les GAAP belges. Le prix de vente sera réinvesti et ce gain sera soumis à l'impôt en fonction de la dépréciation de ces actifs réinvestis, puis il sera comptabilisé en bénéfice au cours des années à venir.
- Les provisions sont validées suivant des critères différents selon les GAAP belges et les IFRS ;
- Les IFRS exigent que toutes les obligations futures envers le personnel soient comptabilisées en tant que dettes sous l'IAS 19, ce que les GAAP belges ne prévoient pas. Les mouvements des dettes IFRS sont comptabilisés dans le compte de résultats de bpost sous la rubrique frais de personnel ou provisions, à l'exception de l'impact des fluctuations des taux d'actualisation relatifs aux obligations futures, comptabilisé comme résultat financier.
- Conformément à la norme IFRS 3, bpost a finalisé l'allocation du prix d'achat (PPA) pour plusieurs entités et comptabilisé plusieurs immobilisations incorporelles (marques, savoir-faire, relations clients,...).
- Les impôts différés ne nécessitent pas d'écritures comptables selon les GAAP belges, mais sont comptabilisés sous les IFRS.

Déclarations des représentants légaux

Le CEO déclare que, au meilleur de sa connaissance, les états financiers consolidés abrégés, établis en vertu des normes internationales d'information financière (IFRS), comme validé par l'Union européenne, donnent une image fidèle et juste des actifs, de la position financière et des résultats de bpost et des filiales incluses dans la consolidation.

Le rapport financier donne un aperçu fidèle de l'information qui doit être publiée conformément à l'article 13 du Décret Royal du 14 novembre 2007.

Déclarations prospectives

Les informations de ce document peuvent inclure des déclarations prospectives⁷, basées sur les attentes et projections actuelles du Management concernant des événements à venir. De par leur nature, les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de performances futures et induisent des risques connus et inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs, du fait qu'elles se réfèrent à des événements et dépendent de circonstances futures, sous le contrôle ou non de l'Entreprise. De tels facteurs peuvent induire un écart matériel entre les résultats, les performances ou les développements réels et ceux qui sont exprimés ou induits par de telles déclarations prospectives. Par conséquent, il n'y a aucune garantie que de telles déclarations prospectives se vérifieront. Elles ne se révèlent pertinentes qu'au moment de la présentation et l'Entreprise ne s'engage aucunement à mettre à jour ces déclarations prospectives pour refléter des résultats réels, des modifications d'hypothèses ou des changements au niveau des facteurs affectant ces déclarations.

⁷ Comme défini entre autres au sens de l'U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995

Glossaire

- **Capex:** montant total investi dans les immobilisations
- **CMD:** Capital Markets Day
- **EAT:** Earnings After Taxes
- **EBIT ou Résultat d'exploitation:** Earnings Before Interests and Taxes
- **EBITDA:** Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization. Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations
- **Taux d'imposition effectif:** Impôt des sociétés/Résultats avant impôts
- **M&R:** entité opérationnelle Mail and Retail
- **PaLo Eurasia:** Parcels & Logistics Europe & Asie
- **PaLo N. Ame:** Parcels & Logistics Amérique du Nord
- **TCV:** Total Contract Value